



KAZAKHSTAN

RECITS DU SOULÈVEMENT DE JANVIER 2022

SOMMAIRE

- P.3** INTRODUCTION
FEVRIER 2022
ASAP REVOLUTION (RENNES) ET CAMARADE (TOULOUSE)
- P.7** «SOULEVEMENT AU KAZAKHSTAN :
ENTRETIEN ET ANALYSE»
PARU LE 06/01/2022.
[HTTPS://FR.CRIMETHINC.COM](https://fr.crimethinc.com)
- P.14** «EXPLOSION AU KAZAKHSTAN :
REVOLTE DES TRAVAILLEURS,
JEUNES CHOMEURS, BANLIEUES PAUVRES»
PARU LE 06/01/2022.
TIRE DE « COMUNISMO DE CONSEJOS Y AUTONOMIA DE CLASE » .
- P.16** «SOULEVEMENT DE TRAVAILLEURS
ET DE CHOMEURS AU KAZAKHSTAN»
PARU LE 07/01/2022.
TIRE DE « COMUNISMO DE CONSEJOS Y AUTONOMIA DE CLASE »
- P.17** «MANIFESTATIONS AU KAZAKHSTAN :
5 CLEFS POUR COMPRENDRE
CE QUI SE PASSE».
PARU LE 07/01/2022.
[HTTPS://ES.COMMUNIA.BLOG](https://es.communia.blog)
- P.21** «LE KAZAKHSTAN APRES
LE SOULEVEMENT»
PARU LE 12/01/2022.
[HTTPS://FR.CRIMETHINC.COM](https://fr.crimethinc.com)



INTRODUCTION

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'État russe a envahi l'Ukraine. Est-ce une continuation de la séquence ouverte par le soutien russe à la répression au Belarus, suivie en janvier 2022 de l'opération militaire menée par l'OTSC au Kazakhstan ? Et si oui quelles sont les conséquences pour les perspectives de la révolution ? Difficile à dire pour le moment. Le régime poutinien, comme les autres États de ce monde capitaliste, use de la guerre, de l'invasion, et même de la menace nucléaire afin de susciter la terreur dans les populations. Il semble s'engager dans une fuite en avant autoritaire dont les conséquences sont compliquées à déterminer. Pourtant cela dénote aussi d'une fébrilité, d'une inquiétude grandissante devant les risques d'explosion sociale généralisée, dont le Kazakhstan est peut-être un prélude.

La brochure que vous avez entre les mains est le résultat de réflexions et de lectures de deux groupes, ASAP Révolution de Rennes, Camarade de Toulouse. Plutôt que d'écrire de notre main un texte «par-dessus» ceux déjà faits par d'autres nous avons préféré réunir plusieurs textes de personnes sur place, qui mis ensemble s'éclairent d'un jour nouveau. On trouve à la fois des interviews de personnes présentes là-bas, qui ont vécu le mouvement et des textes de témoins proches du soulèvement et connaisseurs de la situation dans la région, notamment des camarades russes.

Certains de ces textes s'orientent vers le côté «insurrectionnel» de la lutte dans la rue. D'autres mettent en avant les grèves de masse. Chaque courant politique se concentre sur ce qui lui paraît le plus significatif. Pour nous, qui considérons que ces deux moments, la lutte sur les lieux de travail comme la lutte frontale face à l'État, se renforcent l'un l'autre et composent ensemble le mouvement, c'était un enjeu de présenter tout autant ces deux aspects.

Il était nécessaire pour nous de traduire en français ces textes, afin de diffuser au maximum un premier bilan des événements qui se sont déroulés au Kazakhstan. Entre notre situation et celle des prolétaires du Kazakhstan, grévistes, insurgés, en lutte et en butte contre la répression de deux États, il y a, malgré d'évidentes différences, plus qu'une similitude: une communauté de condition, celle d'exploités. À son échelle, ce soulèvement participe à apporter des réponses à la période de confusion que l'on connaît aujourd'hui, en France et dans le monde. Ce soulèvement n'est pas un événement isolé, déconnecté du reste. Il entre en résonance directe avec tout un contexte, à l'échelle régionale et mondiale. L'histoire politique récente de la région est agitée par une lutte des classes particulièrement intense. Aussi, il paraît nécessaire de revenir brièvement sur la situation historique du Kazakhstan, des pays proches ainsi que sur la situation dans l'Asie centrale en général.

CONTEXTE REGIONAL

Lier le cas kazakh au reste de l'Asie centrale (Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et même plus largement à l'Iran, l'Ukraine voire la Chine permet d'éclairer la situation. Les pays d'Asie centrale forment un ensemble relativement homogène, avant comme après la chute de l'URSS et leurs populations ont des conditions matérielles relativement proches.

Ce sont des États dits «rentiers» c'est-à-dire que leurs économies sont souvent dépendantes d'un seul secteur : les hydrocarbures et l'uranium au Kazakhstan, l'agriculture au Kirghizistan (notamment le bétail), le gaz naturel et le coton au Turkménistan. L'Ouzbékistan bien que légèrement plus diversifié, reste dépendant de son agriculture et de ses ressources minières. C'est un des principaux producteurs de coton mondial. Le modèle productif de ces pays est tourné vers l'exportation en direction de la Russie, de l'Europe de l'Ouest et dans une moindre mesure entre-eux. L'agriculture y est encore largement développée

et emploie entre un quart et un tiers de la main d'oeuvre (à titre de comparaison en France c'est 2.6%). Ce sont des pays très ruraux, montagnaux, qui jusqu'à récemment étaient constitués de peuples nomades.

En plus de concentrer des ressources naturelles extrêmement importantes à l'échelle de la planète (coton, blé, or, potassium, bétail), ces pays possèdent des réserves minières colossales (pétrole, gaz naturel, uranium, cuivre, charbon), les rapprochant de la situation des pays du Moyen-Orient. Clairement ces pays ont une dépendance forte avec la Russie et les échanges économiques ont largement persisté après la chute du bloc soviétique. En tout cas l'un est dépendant de l'autre et vice versa : la Russie achète, les ex-Républiques soviétiques produisent et exportent.

À l'Est, la Chine a conclu une série d'accord avec les pays d'Asie centrale, notamment le Kazakhstan pour permettre la construction d'une nouvelle route de la soie qui permettrait le transport (routier et ferroviaire) de marchandises vers l'Europe. Celle-ci passerait par la ville d'Amal'ty avant de bifurquer pour passer par Moscou au nord et par Téhéran au sud avant de rejoindre l'Europe.

Les événements au Kazakhstan montrent des similarités avec des insurrections et mouvements dans des pays proches ces dernières années. C'est le cas au Kirghizistan, les années post-URSS sont émaillées de deux événements que l'on peut qualifier de révolutionnaires : en 2005 avec la «Révolution des Tulipes» et en 2010. Ou encore en Iran qui a connu plusieurs grèves massives et mouvements parfois insurrectionnels depuis 2017, jusqu'à aujourd'hui avec encore des grèves massives l'été dernier.

L'Iran s'insurge en fin d'année 2017. Tout part d'une manifestation organisée à Machad (ville dite conservatrice du nord-est du pays) par des opposants au régime de Rohani, président réformiste-libéral. Les revendications sont claires, «contre l'inflation du prix des oeufs, de l'essence... contre la diminution des aides sociales aux retraités». En l'espace de 2 jours, les manifestations dépassent leurs organisateurs d'origine et se propagent dans une quarantaine de villes, principalement dans l'ouest. En novembre 2019, l'Iran explose de nouveau. c'est la fin des subventions sur le carburant, soit le doublement des prix de l'essence, qui met le feu aux poudres. Les manifestations prennent d'abord la forme de blocages des grands axes routiers des villes, avec ou sans voiture. Les manifestants sont principalement issus des classes populaires de banlieues pauvres des villes. Dans les deux cas les manifestants deviennent rapidement des insurgés, les slogans contre l'inflation passent vite vers une critique générale du système iranien. Dans les manifestations on commence rapidement à entendre de nouveaux slogans contre le régime politique comme «à bas le dictateur» «à bas le régime». Ils attaquent postes de polices et bâtiments administratifs, brûlent de nombreuses stations services, des banques, des centres administratifs et idéologiques du régime... La répression est féroce, avec des dizaines de morts, particulièrement en 2019 où on dénombre au moins 300 morts et 7000 arrestations. Le gouvernement coupe toutes les liaisons internet avec l'étranger quitte, comme au Kazhastan, à pénaliser au passage ses entreprises.

En 2020 et 2021 en pleine pandémie et en proie à une inflation galopante, l'Iran connaît deux grandes vagues de grèves touchant des dizaines d'usines à travers le pays. Comme au Kazakhstan, ces grèves se propagent via les canaux Telegram et s'organisent en assemblées qui se coordonnent ensuite dans des assemblées larges et ouvertes au niveau de la ville ou de la région !

Comme au Kazakhstan, les grèves massives et les mouvements insurrectionnels qui agitent l'Iran ne peuvent être pensées séparément. Les mêmes causes produisent les mêmes effets et c'est la dégradation de leurs conditions de vie qui poussent les prolétaires à la révolte dans les usines et dans les rues !

CHRONOLOGIE

Que s'est-t-il passé factuellement au Kazakhstan et quelles ont été les étapes de ce soulèvement ?

Le 2 janvier, les protestations commencent à Zhanaozen à l'initiative des travailleurs du pétrole. Cette ville produit en effet des bénéfices pétroliers importants, mais ses habitants sont parmi les plus pauvres du pays, un mécanisme récurrent au Kazakhstan. Dès le lendemain matin, d'autres villes et villages de l'ouest du Kazakhstan ont commencé à manifester en solidarité. Des groupes industriels entiers se sont joints aux protestations. Comme par exemple, les usines métallurgiques de Balkhash ainsi que les travailleurs de Mangistaumunaigaz, l'une des plus grandes entreprises pétrolières et gazières du Kazakhstan dans la région de Mangistau, se sont mises en grève. En conséquence, dès le 3 janvier, toute la région de Mangistau était couverte par la grève générale, qui s'est déjà étendue à la région voisine d'Atyrau.

Dès le 4 janvier, les travailleurs du secteur pétrolier de la société Tengizchevroil, dont les entreprises américaines détiennent 75 % des parts, se sont mis en grève. C'est là que 40 000 travailleurs ont été licenciés en décembre dernier et qu'une nouvelle série de licenciements est prévue. Plus tard, les compagnies pétrolières des régions d'Aktobe, du Kazakhstan occidental et de Kyzylorda ont rejoint la grève. En plus, les grèves des mineurs de la société ArcelorMittal Temirtau dans la région de Karaganda et des fondeurs et mineurs de la société Kazakhmys ont commencé dans la soirée du même jour, ce qui peut être considéré comme une grève générale dans toute l'industrie extractive du pays. Des demandes d'augmentation de salaire, de réduction de l'âge de la retraite, du droit aux syndicats et du droit de grève sont formulées. En parallèle, des grèves ont déjà commencé à Atyrau, Uralsk, Aktyubinsk, Kyzyl-Orda, Taraz, Taldykorgan, Turkestan, Shymkent, Ekibastuz, dans les villes de la région d'Almaty et à Almaty même.

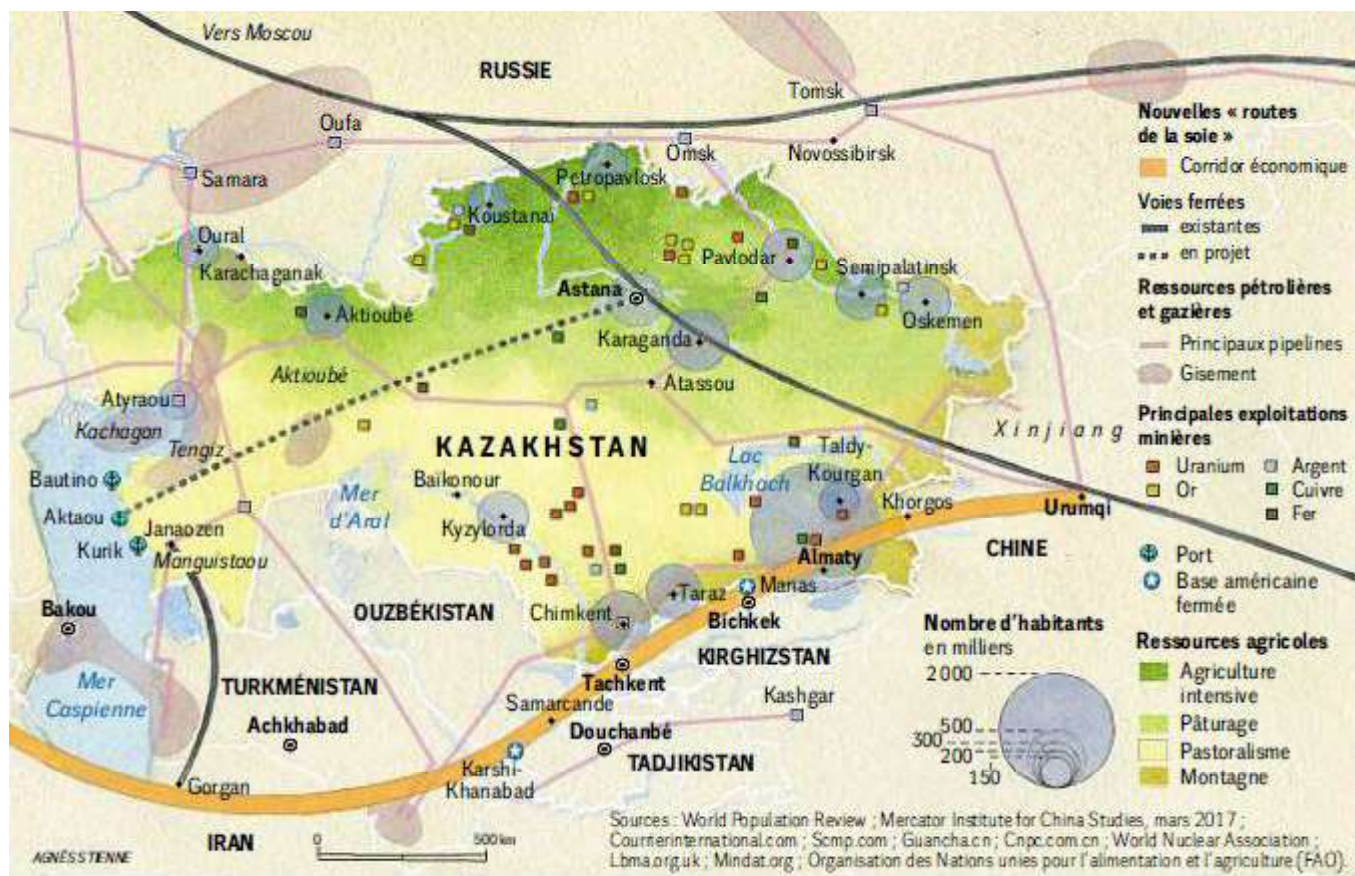
Des manifestations massives ainsi que des blocus ont lieu la nuit du 4 au 5, alors que l'agitation continue de gagner d'autres villes. Tard dans la nuit du 4 janvier, les habitants d'Almaty (ancienne capitale soviétique, ville plus importante du pays) sont allés jusqu'à la place principale, devant l'« akimat » (bureau local du gouvernement). D'énormes troupes de police y étaient positionnées. Les protestations se sont transformées en un soulèvement. Les manifestants ont attaqué des bâtiments gouvernementaux, les affrontements ont commencé. Des voitures de police ont été incendiées dans les rues. Les manifestants ne se défendaient pas, mais avançaient, l'initiative était de leur côté. Ils ont pris le dessus et se sont emparés de l'akimat. Cela a permis à Kassym-Khomart Tokayev de déclarer l'introduction de l'état d'urgence. Les batailles se sont succédées. Les manifestants sont dispersés tôt dans la matinée du 5 janvier, mais ils se sont à nouveau regroupés vers 9 heures dans le brouillard du matin. Certains agents des forces de l'ordre ont même fait défection et rejoignent la manifestation. Il semble qu'une partie conséquente de l'armée, composée en grande partie de recrues ordinaires, ne souhaite pas affronter les manifestants. Finalement, les manifestants ont regagné la place vers 10 heures et ont réussi à reprendre d'assaut l'akimat, cette fois-ci en y mettant le feu. Les agents de sécurité du gouvernement ont fui Almaty, laissant la ville sous le contrôle des manifestants.

Parallèlement, il semble que cette défection d'une partie de l'armée pour rejoindre le mouvement ait motivé le gouvernement à demander de l'aide à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire composée de la Russie, de l'Arménie, de la Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan – dont la Russie est le chef de file – pour envoyer des renforts.

Dans la nuit du 5 janvier ou tôt le matin du 6 janvier, les manifestants ont commencé à piller des magasins et à y mettre le feu. Des armes ont ainsi été volées et des coups de feu ont été signalés. La ville entière est barricadée avec des manifestants armés qui se promènent. La ville est sous couvre-feu, en théorie, mais en pratique, les forces de l'ordre sont absentes ou se sont jointes aux protestataires. À ce stade, compte tenu de la façon dont les événements se déroulent, nous pouvons plutôt qualifier les personnes présentes de révolutionnaires que de simples manifestants, surtout quand on voit des civils armés sur place. De-

puis lors, il semble que le président ait à nouveau envoyé des troupes sur place pour tenter de prendre le contrôle, s'en est suivi une répression sanglante et la mise en prison de plusieurs centaines des personnes.

Il est compliqué de savoir ce qu'il reste du mouvement de janvier. Quand le prolétariat prend les armes, la bourgeoisie répond de façon meurtrière. Le mouvement s'est alors replié sous l'effet de la répression. Malgré ça depuis, des grèves ont eu lieu dans plusieurs secteurs et plusieurs villes, réclamant des améliorations des conditions de vie notamment un doublement des salaires. De plus, plusieurs rassemblements ont eu lieu en hommage aux personnes tuées par la police et l'armée. Les perspectives pour aujourd'hui sont floues : que reste t-il du mouvement, de sa structuration, des liens qui ont été créés, de la détermination à ne pas se soumettre à l'exploitation ? Y a-t-il un renforcement des forces d'encadrement (syndicats, médiation) ? Qu'en est-il des prisonniers du mouvement et de l'état de la répression ? Les frontières hermétiques, le contrôle de l'information, les coupures d'internet ont-elles suffi à contenir le mouvement ? Ou le mouvement a-t-il pu inspirer des prolétaires de pays voisins ? La mémoire des soulèvements, de la lutte des classes, emprunte des chemins multiples et souterrains, loin de l'histoire officielle. Ce n'est souvent qu'au moment où éclatent de nouvelles explosions sociales que l'expérience accumulée montre son importance. D'ici là, participer, à notre échelle, à diffuser des informations, à tirer des bilans de nos soulèvements, est un effort collectif nécessaire. La brochure que vous avez entre les mains est une modeste participation à cet effort.



Carte économique du kazakhstan - 2017

LE SOULÈVEMENT AU KAZAKHSTAN :

ENTRETIEN ET ANALYSE

<https://crimethinc.com>

06/01/2022

Un soulèvement de grande ampleur a éclaté au Kazakhstan en réaction à l'augmentation du coût de la vie et à la violence du gouvernement. Les manifestant.es se sont emparé.es de bâtiments gouvernementaux dans de nombreuses régions du pays, notamment à Almaty, la ville la plus peuplée, où ils ont temporairement occupé l'aéroport et incendié le parlement. Au moment où nous publions ces lignes (le 6 janvier, ndt), la police a repris le centre-ville d'Almaty, tuant au moins des dizaines de personnes, tandis que des troupes de Russie et du Belarus arrivent pour prêter main forte à la répression des manifestations. Les personnes qui subissent cette répression méritent que l'on prête attention aux raisons pour lesquelles elles se sont soulevées. Dans le reportage suivant, nous présentons un entretien avec un.e expatrié.e kazakh.e qui explore ce qui a poussé les gens à se révolter au Kazakhstan, et les implications de ce soulèvement pour la région dans son ensemble.

«Ce qui se passe actuellement au Kazakhstan n'est jamais arrivé ici auparavant. Toute la nuit, il y a eu des explosions, des violences policières contre les gens, et certaines personnes ont brûlé des voitures, incluant des voitures de police. Maintenant les gens marchent dans les rues principales et quelque chose se passe près de l'Akimat (le bâtiment du parlement).»

Le dernier message que nous avons reçu de notre camarade au Kazakhstan, une anarcha-féministe d'Almaty, peu avant 16 heures (heure du Kazakhstan oriental) le 5 janvier, avant que nous ne perdions contact.

Nous devons comprendre le soulèvement au Kazakhstan dans un contexte mondial. Il ne s'agit pas simplement d'une réaction à un régime autoritaire. Les manifestant.es kazakh.es réagissent à la même hausse du coût de la vie que celle que les gens dénoncent dans le monde entier depuis des années. Le Kazakhstan n'est pas le premier endroit où une augmentation du coût

du carburant a déclenché une vague de protestations - la même chose s'est produite en France, en Équateur et ailleurs dans le monde, sous un large éventail d'administrations et de formes de gouvernement.

Ce qui est significatif dans ce soulèvement particulier n'est donc pas qu'il soit sans précédent, mais qu'il implique des personnes confrontées aux mêmes défis que nous, où que nous vivions. L'urgence avec laquelle la

Russie intervient pour aider à réprimer le

soulèvement est également significative. L'Organisation du traité

de sécurité collective

(OTSC), une alliance

militaire composée

de la Russie, de l'Ar-

ménie, du Belarus,

du Kazakhstan, du

Kirghizstan et du

Tadjikistan - dont la

Russie est le chef de file

- s'est engagée à envoyer

des forces au Kazakstan. C'est

la première fois que l'OTSC déploie des

troupes pour soutenir une nation membre ; elle avait

refusé d'aider l'Arménie en 2021, lors de son conflit

avec l'Azerbaïdjan. Il est instructif de constater que la

guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne justifiait pas

l'intervention de l'OTSC, mais qu'un puissant mouve-

ment de protestation le garantit. Comme dans d'autres

projets impériaux, la principale menace pour la sphère

d'influence russe (la «Russosphère») n'est pas la guerre,

mais la révolution. La Russie a considérablement profité

de la guerre civile en Syrie et de l'invasion turque du

Rojava, jouant la Syrie et la Turquie l'une contre l'autre

pour s'implanter dans la région. L'une des façons dont

Vladimir Poutine s'est maintenu au pouvoir en Russie a

été de rallier les patriotes russes pour le soutenir dans

les guerres en Tchétchénie et en Ukraine. La guerre -

la guerre perpétuelle - fait partie intégrante du projet

impérial russe, tout comme la guerre a servi le projet

impérial américain en Irak et en Afghanistan. Pour l'Etat,

la guerre c'est la santé, comme l'a dit Randolph Bourne.

Les soulèvements, en revanche, doivent être réprimés par tous les moyens nécessaires. Si les millions de personnes



de la Russosphère qui croupissent sous une combinaison de kleptocratie et de néolibéralisme voyaient un soulèvement réussir dans l'un de ces pays, elles s'empresseraient de suivre le mouvement. En observant les vagues de protestations au Belarus en 2020 et en Russie il y a un an, nous pouvons constater que de nombreuses personnes sont enclines à le faire même sans espoir de succès. Dans les démocraties capitalistes comme les États-Unis, où les élections permettent de remplacer une bande de politiciens égoïstes par une autre, l'illusion du choix sert à détourner l'attention des gens de la nécessité d'agir pour apporter un véritable changement. Dans les régimes autoritaires comme la Russie, le Belarus et le Kazakhstan, cette illusion n'existe pas ; l'ordre régnant est imposé par le désespoir et la force brute uniquement. Dans ces conditions, tout le monde peut voir que la révolution est la seule voie possible. En effet, les dirigeants de ces trois pays doivent leur pouvoir à la vague de révolutions qui a eu lieu à partir de 1989 et qui a entraîné la chute du bloc de l'Est. On peut difficilement reprocher à leurs sujets de soupçonner que seule une révolution pourrait apporter un changement à leur situation.

Une révolution, mais dans quel but ? Nous ne pouvons pas partager l'optimisme des libéraux qui imaginent que le changement social au Kazakhstan consistera uniquement à chasser les autocrates et organiser des élections. Sans changements économiques et sociaux profonds, tout changement purement politique laissera la plupart des gens à la merci du même capitalisme néolibéral qui les appauvrit aujourd'hui.

Et de toute façon, Poutine n'abandonnera pas si facilement. Un véritable changement social - dans la Rusosphère comme en Occident - nécessitera une lutte de longue haleine. Renverser le gouvernement est nécessaire, mais pas suffisant : pour se défendre contre les futures impositions politiques et économiques, les gens ordinaires devront développer un pouvoir collectif sur une base horizontale et décentralisée. Ce n'est pas le travail d'un jour ou d'une année, mais d'une génération. Ce que les anarchistes ont à apporter à ce processus est la proposition que les structures et pratiques que nous développons au cours de la lutte contre nos oppresseurs servent également à nous aider à créer un monde meilleur. Les anarchistes ont déjà joué un rôle important dans le soulèvement au Belarus, montrant la valeur des réseaux horizontaux et de l'action directe. Le rêve du libéralisme, qui consiste à refaire le monde entier à l'image des États-Unis et de l'Europe occidentale, s'est déjà révélé creux - les États-Unis et l'Europe occidentale sont impliqués dans de nombreuses raisons pour lesquelles les efforts

visant à réaliser ce rêve ont échoué, en Égypte, au Soudan et ailleurs. Le rêve de l'anarchisme reste à tenter.

En réponse aux événements du Kazakhstan, certains prétendus «anti-impérialistes» reprennent une fois de plus l'éternel argument des médias d'État russes selon lequel toute opposition à un régime allié à la Russie de Poutine ne peut être que le résultat d'une intervention occidentale. C'est particulièrement flagrant dans des nations de la sphère d'influence de la Russie qui ont largement abandonné toute prétention au socialisme, s'abandonnant au type de politiques néolibérales qui ont déclenché la révolte au Kazakhstan. Dans une économie capitaliste mondialisée, dans laquelle nous sommes toutes soumis.es aux mêmes profits et à la même précarité, nous ne devrions pas laisser les puissances mondiales rivales nous monter les un.es contre les autres. Nous devrions voir clair dans toute cette mascarade. Faisons cause commune à travers les continents, échangeons tactiques, inspiration et solidarité afin de réinventer nos vies. Les gens ordinaires du Kazakhstan qui se sont soulevés cette semaine ont montré jusqu'où nous pouvons aller - et jusqu'où nous devons aller ensemble.

LE CONTEXTE DU SOULÈVEMENT

Tôt le 6 janvier (heure du Kazakhstan oriental), après que des pannes d'Internet aient rendu impossible la réalisation d'un entretien avec des participants au mouvement à Almaty, nous avons réalisé l'entretien suivant avec un militant anarchiste kazakh vivant à l'étranger.

Pour situer le contexte, quels projets ou mouvements anarchistes, féministes et écologiques ont existé au Kazakhstan au XXI^e siècle ?

Au début, il y avait une opposition au premier président ex-communiste, Nursultan Nazarbayev, qui a fini par diriger le Kazakhstan post-soviétique. À partir des années 1990, il a commencé à devenir plus autoritaire - par exemple, en congédiant à deux reprises en 1993 un parlement plus politiquement pluriel afin d'obtenir des députés loyaux, en prolongeant son premier mandat présidentiel et en modifiant la structure de gouvernement afin d'acquérir des pouvoirs exécutifs plus forts par le biais de référendums jugés truqués en 1995. Cela a valu à Nazarbayev des opposant.es au sein de l'élite politique elle-même, issu.es d'un large spectre politique, notamment les communistes, les sociaux-démocrates, les centristes, les libéraux et les nationalistes, qui ont collaboré pour réclamer une constitution plus démocratique avec une autorité

présidentielle limitée et une législature multipartite. En ce qui concerne les mouvements d'en bas, il y avait des anarchistes, qui étaient plutôt un mouvement clandestin, et il y avait un groupe de mouvement socialiste inhabituellement fort, dont le leader Ainur Kurmanov a fini par fuir le Kazakhstan. Il y avait aussi des nationalistes et des islamistes radicaux, mais là encore, ils n'étaient pas vraiment très en vue et étaient eux aussi un peu clandestins. Quant aux écologistes, s'ils ont bénéficié d'une certaine attention du public par le biais des médias ou de la promotion, c'est surtout grâce aux groupes de défense d'intérêts, ou, comme on les appelle là-bas, aux « associations publiques ». Au Kazakhstan, seuls six partis politiques sont enregistrés par le gouvernement à l'heure

actuelle, et ce sont les seuls à être légalement autorisés à participer aux élections générales ; les autres qui ont tenté de former des partis politiques finissent par voir leurs démarches d'enregistrement systématiquement rejetées par le ministère. Cependant, lorsque les autorités kazakhes proclament en quelque sorte leur pluralisme politique à l'opinion publique, elles en font étalage en utilisant des associations publiques loyales, notamment lors des élections présidentielles.

Existe-t-il des partis d'opposition au Kazakhstan ?

En ce qui concerne les partis d'opposition, il n'en existe pratiquement aucun au Kazakhstan qui soit considéré comme légal. Il y avait des partis politiques indépendants qui fonctionnaient dans les années 1990 et au début des années 2000, mais ils ont tous été interdits par le gouvernement, tout comme la presse et les médias indépendants. Aujourd'hui, il y a des gens qui prétendent représenter l'opposition, mais ils vivent à l'étranger dans des pays comme l'Ukraine. Ils n'ont aucun lien réel avec la rue. Il y a aussi une sorte de rivalité en leur sein : je les ai tous entendus s'accuser mutuellement de collaborer avec le gouvernement ou les services de renseignement. Une caractéristique typique de l'opposition contrôlée au Kazakhstan est que les soi-disantes oppositions déclarées essaient d'inciter les citoyens mécontents à faire des choses qui ne représentent en réalité aucune

menace pour le gouvernement, des choses qui donnent l'illusion d'apporter un changement, comme dire aux gens de s'engager dans un dialogue pacifique avec les responsables locaux ou de participer aux élections en gâchant délibérément le bulletin de vote pour « protester » - toute tactique qui donne l'illusion de lutter contre le gouvernement, alors qu'en réalité ce n'est qu'une perte de temps. Ces dernières années, ce type d'opposition a également commencé à apparaître à l'intérieur du pays ; des activistes ont formé des mouvements politiques et organisé des piquets de grève sans subir aucune forme de persécution, alors que les gens ordinaires qui n'ont pas de relations sont toujours arrêtés par la police dès qu'ils et elles tentent de protester.



Un fragment de la statue renversée de l'ex président Nursultan Nazarbayev

Il existe un groupe d'opposition inhabituel - je ne peux pas dire s'il s'agit d'une opposition contrôlée - qui s'appelle le Choix démocratique du Kazakhstan. Il est dirigé par un ancien homme d'affaires et politicien vivant en France, Mukhtar Ablyazov. Si vous

cherchez son nom, vous verrez des articles sur des affaires de blanchiment d'argent et des poursuites judiciaires. Il était ministre dans les années 1990, jusqu'à ce qu'il rompe les rangs avec le gouvernement qui était majoritairement fidèle au président Nazarbayev. Il a été emprisonné par le gouvernement kazakh, mais finalement libéré ; il a fini par fuir le Kazakhstan et vivre en exil comme d'autres fonctionnaires déloyaux de Nazarbayev. Depuis lors, il est à la tête de l'opposition politique la plus soutenue sur les réseaux sociaux. La plupart des personnes associées à son mouvement ont été persécutées et arrêtées ; cela se produit depuis qu'il a rétabli le mouvement à nouveau en 2017 sur diverses plateformes de réseaux sociaux. Chaque manifestation qu'il a organisée depuis l'étranger a été réprimée, avec une présence policière massive dans les lieux publics. Il y a eu des cas où l'internet a été partiellement restreint dans tout le pays. Dans tous les cas, ce qui se passe actuellement au Kazakhstan est totalement inattendu.

Quelles tensions au sein du Kazakhstan ont précédé ces événements ? Quelles sont les lignes de faille de la société kazakhe ?

Ce qui a réellement déclenché des troubles a eu lieu dans la ville de Janaozen. Cette ville produit des bénéfiques pétroliers, pourtant ses habitants sont parmi les plus pauvres du pays. La ville est connue pour les événements sanglants de décembre 2011, lorsqu'une grève du travail a eu lieu et que les autorités ont ordonné à la police de tirer sur les manifestant.es. Bien que la tragédie se soit terminée dans le calme, elle est restée dans l'esprit de nombreux Kazakhs, notamment parmi les habitant.es de la ville. Depuis lors, d'autres petites grèves y ont eu lieu dans les industries pétrolières - bien que celles-ci aient été pacifiques et n'aient pas donné lieu à des effusions de sang. Depuis 2019, les grèves et les protestations y sont devenues plus fréquentes. Dans le même temps, en raison de facteurs économiques, les gens sont devenus plus actifs en politique à travers le pays, car les prix du pétrole ont plongé dans le monde entier, ce qui a eu un impact économique sur le Kazakhstan. Comme la monnaie kazakhe - le tenge - est devenue plus faible, les gens pouvaient se permettre de moins en moins de choses. Le Kazakhstan connaît également de graves problèmes : manque d'eau potable dans les villages, problèmes environnementaux, personnes endettées, méfiance de la population, corruption et népotisme dans un système où toute opposition peut facilement être ignorée. La plupart des gens se sont habitués à vivre dans ces conditions alors que l'économie a enrichi des oligarques milliardaires qui ont des liens avec des fonctionnaires et d'autres personnalités. Au début des années 2000, les habitant.es du Kazakhstan ont eu une lueur d'espoir alors que l'économie se développait grâce aux réserves de gaz naturel ; en conséquence, le niveau de vie de nombreuses personnes a augmenté. Mais tout a changé en 2014, lorsque les prix du pétrole ont chuté dans le monde entier et que la guerre en Ukraine a entraîné des sanctions contre la Russie - ce qui a eu un impact sur le Kazakhstan, puisqu'il dépend de la Russie.

Il y a eu quelques petites manifestations de 2014 à 2016, mais elles ont été facilement réprimées. De 2018 à 2019, elles se sont davantage développées, en partie grâce à l'homme d'affaires de l'opposition mentionné plus haut, Mukhtar Ablyazov, qui a utilisé les réseaux sociaux pour gagner en influence. Les manifestations politiques et l'activisme ont été organisés sous la bannière du parti Choix démocratique du Kazakhstan. Cela a conduit le président de longue date, M. Nazarbayev, à démissionner après avoir régné pendant près de trois décennies, mais son poste a été repris par son allié de confiance, l'actuel président Kassym-Jomart Tokayev. Tokayev n'a pratiquement reçu aucune confiance de la part des citoyens kazakhs ; il a été considéré comme la marion-

nette politique de Nazarbayev, car il n'a pratiquement pris aucune mesure en faveur des réformes largement réclamées et n'a pris aucune mesure à l'encontre des responsables gouvernementaux que la population méprise. Le système politique du Kazakhstan et le leadership du président Nazarbayev ont défini la société kazakhe pendant toute l'histoire de son indépendance. J'ai déjà mentionné comment Nazarbayev est devenu un dirigeant autoritaire par divers moyens qui ont catalysé l'opposition contre lui. Sous Nazarbayev, le gouvernement kazakh n'a jamais permis à un véritable homme d'État de l'opposition de le défier lors des élections présidentielles ou parlementaires du pays. Le reste des politiciens et des partis légaux qui étaient en lice lors des élections étaient simplement des personnes différentes, avec des visages différents, mais avec les mêmes positions pro-gouvernementales. Tout cela n'était qu'une illusion mal mise en œuvre pour donner au Kazakhstan l'apparence d'un pays «démocratique» dans lequel un homme fort et son parti au pouvoir remportent chaque élection avec une majorité de voix peu convaincante, voire surréaliste, malgré des cas avérés de fraude électorale. Cette situation est similaire à celle de la Russie, de la Biélorussie et d'autres pays dictatoriaux post-soviétiques. Au fil du temps, les choses se sont vraiment détériorées avec la création d'un culte de la personnalité autour de Nazarbayev. Le gouvernement a dépensé des millions de dollars du budget de l'État pour donner son nom à des rues, des parcs, des places, des aéroports, des universités, des statues et à la capitale Astana. Tout cela n'a fait qu'irriter davantage la population, faisant passer Nazarbayev pour un narcissique. La situation au Kazakhstan a empiré après 2020, lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé. Les gens ont perdu leur emploi ; certain.es se sont retrouvé.es sans aucun moyen de payer les marchandises, recevant très peu d'aide de la part du gouvernement, tandis que les restrictions sanitaires ont accru la frustration et la méfiance à l'égard du gouvernement. Et puis le prix des marchandises a augmenté, notamment celui des denrées alimentaires - cela s'est produit dans le monde entier, mais pour le Kazakhstan, cela a eu un impact considérable. Pour en revenir à la ville de Janaozen, dont l'histoire est marquée par des effusions de sang, le prix du gaz liquéfié est monté en flèche, à l'endroit même où le carburant est produit. Ce coût n'a cessé de croître au cours des dix dernières années, mais il a finalement augmenté encore plus lorsque le gouvernement a cessé de le subventionner, laissant plutôt le marché décider.

Il y avait déjà eu de petites manifestations à ce sujet dans cette ville, mais le 1er janvier 2022, le prix du gaz

liquéfié utilisé pour alimenter les véhicules a doublé de manière inattendue. Cela a rendu les gens furieux. Ils et elles ont manifesté massivement sur la place. Les forces de l'ordre ont semblé hésiter à disperser la manifestation. D'autres villages de province se sont soulevés et ont commencé à bloquer les routes en signe de protestation. Puis, en quelques jours, les manifestations se sont étendues à tout le pays. Ce qui a commencé par une protestation contre la hausse du prix de l'essence a pris de l'ampleur en raison des autres problèmes que j'ai mentionnés précédemment. Ceux-ci ont motivé les gens à se mettre en grève et à descendre davantage dans la rue.

Pouvez-vous nous décrire les différents agendas des différents groupes des deux côtés de cette lutte ? Existe-t-il des factions ou des courants identifiables au sein des manifestations ?

Au début, le gouvernement a ignoré les problèmes de prix de l'essence en essayant d'habituer les gens, allant même jusqu'à blâmer les consommateurs pour la forte demande. Finalement, il a baissé le prix, mais cela n'a pas arrêté les manifestations. Ensuite, l'État a essentiellement nié son implication dans la hausse des prix de l'essence, mais à mesure que les protestations s'intensifiaient, des concessions ont été faites pour essayer de calmer les gens. Par exemple, il s'est engagé à mettre en place des politiques visant à offrir une aide économique à la population, après les avoir ignorées pendant des années.

Mais les manifestations n'ont toujours pas cessé. Peu de gens font confiance au gouvernement ou le soutiennent. Les personnes qui manifestent veulent simplement une vie meilleure, comme elles imaginent que les gens ont dans les pays européens développés. Bien sûr, les revendications diffèrent d'une personne à l'autre : certain.es demandent la démission de l'ensemble du gouvernement, d'autres souhaitent une nouvelle forme de gouvernement démocratique, notamment une forme parlementaire sans président exécutif, d'autres encore veulent plus d'emplois et d'industries et de meilleures conditions sociales. Certaines des émeutes et des pillages les plus violents ont lieu dans l'ancienne capitale soviétique d'Almaty, qui est aujourd'hui la métropole financière et la plus grande ville du Kazakhstan. Les gens pillent les magasins et mettent le feu. Ils ont brûlé le bâtiment administratif d'Almaty (ou Akimats, comme on l'appelle au Kazakhstan) situé devant la place centrale, ainsi que le siège des forces de l'ordre. À mon avis, le gouvernement a contribué à cette situation, car il n'a pas répondu à la demande de démissionner pacifiquement et de laisser un gouvernement

intérimaire dirigé par l'opposition former un nouveau système politique démocratique. L'actuel président du Kazakhstan, qui est un proche allié de l'ancien et premier président, Nazarbayev, jette de l'huile sur le feu en refusant de transférer son pouvoir. Plus il s'accroche à sa position, plus la violence sera grande, car ni le gouvernement ni les manifestant.es ne peuvent faire de compromis. Tant que cela durera, les personnes qui commettent des actes violents pourront continuer à s'en tirer. L'anarchie règne à Almaty ; il semble que personne ne sache vraiment qui dirige la ville, puisque le bureau du maire a été incendié et qu'il a disparu de la vue du public. Toute la ville est barricadée et des manifestants armés se promènent. La ville est soumise à un couvre-feu, en théorie, mais en pratique, les forces de l'ordre sont absentes ou se sont jointes aux protestataires - la ville ressemble donc à une commune [comme la Commune de Paris] d'après ce que j'entends. À ce stade, compte tenu de la façon dont les événements se déroulent, je ne qualifierais pas les personnes présentes de manifestant.es, mais de révolutionnaires - surtout si l'on voit des civils armés sur place. En réponse, le gouvernement qui préside la capitale du pays, Nur-Sultan (ou Astana), a envoyé diverses forces de sécurité «anti-terroristes» pour prendre le contrôle, transformant la ville habituellement paisible en une zone de guerre cauchemardesque.

Pouvez-vous présenter une chronologie des événements de la semaine passée ?

Une manifestation a commencé dans la ville pétrolière de Janaozen le 2 janvier. Dès le lendemain matin, d'autres villes et villages de l'ouest du Kazakhstan ont commencé à manifester par solidarité. Les manifestations les plus massives ont eu lieu la nuit, alors que l'agitation gagnait d'autres villes, dont Almaty. Tard dans la nuit du 4 janvier, les habitant.es d'Almaty ont défilé jusqu'à la place principale, devant l'hôtel de ville. D'énormes troupes de police y étaient positionnées. Des affrontements ont éclaté, mais les manifestant.es ont eu le dessus. Ils et elles ont été dispersé.es tôt dans la matinée du 5 janvier, mais se sont à nouveau regroupé.es vers 9 heures dans le brouillard matinal. Certains agent.es des forces de l'ordre ont même changé de camp et rejoint la manifestation, comme le montrent des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux. Finalement, les manifestant.es se sont à nouveau rendu.es sur la place vers 10 heures et ont réussi à prendre d'assaut l'hôtel de ville, mettant le feu au bâtiment. Les agents de sécurité du gouvernement ont fui Almaty, laissant la ville sous le contrôle des manifestant.es. Depuis lors, le président Tokayev a de nouveau envoyé

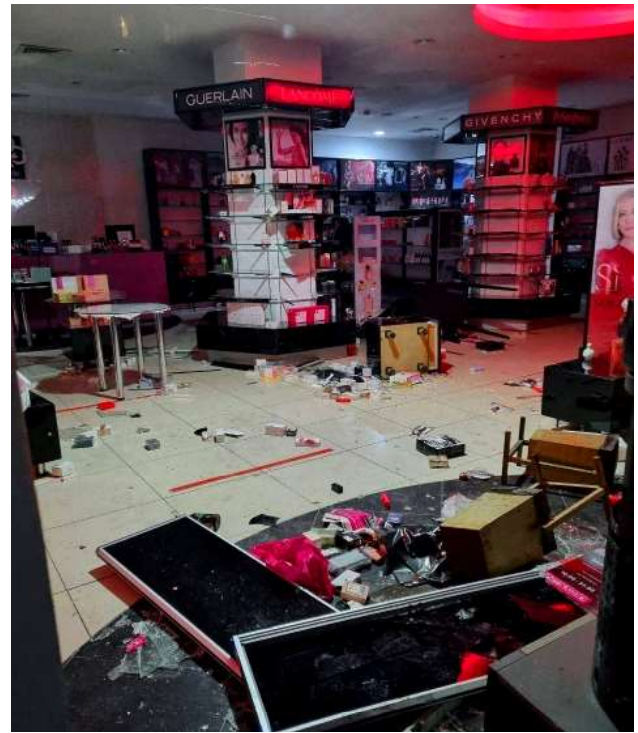
des troupes sur place pour tenter de prendre le contrôle de la ville par une opération de «nettoyage terroriste». Je ne peux pas savoir comment cela se passe minute par minute, mais j'ai vu sur les réseaux sociaux que dans la nuit du 5 janvier, ou tôt le matin du 6 janvier, la situation est devenue chaotique à Almaty, où les gens ont commencé à piller et à forcer les dépôts d'armes afin de s'en procurer, et des coups de feu ont été signalés. Dans d'autres villes, la situation est plus pacifique, avec des manifestations massives sur les places centrales. J'ai entendu des informations non vérifiées selon lesquelles certains manifestant.es ont pris possession des bâtiments du gouvernement local dans quelques autres villes, mais pour autant que je sache, celles-ci sont moins chaotiques qu'Almaty.

Dans la capitale, Nur-Sultan, c'est calme, mais les gens ont vu un grand nombre de policiers anti-émeute entourer le palais présidentiel d'Aqorda. En fait, l'endroit tout entier est devenu une forteresse. En bref, tout le Kazakhstan ressemble maintenant à The Hunger Games. Si vous avez vu la trilogie Hunger Games ou si vous avez une idée de l'intrigue, vous savez de quoi je parle. Des manifestant.es tentent de prendre le contrôle de différentes villes, une par une, afin de renverser le gouvernement. Encore une fois, le président en exercice Tokayev ne veut pas céder le pouvoir. Si cela ne se produit pas, je m'attends à ce que le chaos continue jusqu'à ce que le gouvernement soit renversé ou que le soulèvement soit brutalement réprimé, ou un scénario encore pire.

Pensez-vous que les participant.es à ces manifestations prennent exemple sur les mouvements qui ont éclaté en France, en Équateur et ailleurs dans le monde en réponse à l'augmentation du prix des carburants ? Qu'est-ce qui inspire les tactiques qu'ils et elles utilisent ?

Je pense que beaucoup d'entre elles et eux sont influencé.es par les manifestations qui ont eu lieu dans d'autres pays post-soviétiques comme le Belarus et le Kirghizstan. Il semble qu'à Almaty, les habitants se soient inspirés de l'exemple du Kirghizstan voisin, où les gens ont également pris d'assaut le gouvernement et brûlé des bâtiments, mais où le gouvernement a été renversé plus rapidement qu'au Kirghizstan (à mon avis, cela est dû en partie au fait qu'il s'agit d'un pays plus petit avec une seule grande capitale). Le Kirghizstan a connu trois révolutions jusqu'à présent ; étant donné sa proximité et ses liens culturels avec le Kazakhstan, puisque les deux pays parlent des langues turques, je pense que son exemple a joué un rôle important au Kazakhstan.

Quelles sont les possibilités pour la suite des évé-



Un magasin pillé au Kazakhstan

nements ?

De mon point de vue, je peux imaginer deux scénarios. Soit le gouvernement démissionne - ou est renversé - et le Kazakhstan s'engage sur la voie de la démocratisation, soit le gouvernement réprime le soulèvement en faisant un usage massif de la force, y compris en impliquant d'autres pays. Ou, scénario encore pire, une guerre civile prolongée et destructrice entre le gouvernement et les Kazakh.es rebelles. Le président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokayev, demande à l'OTSC [1] d'envoyer des soldats pour le «maintien de la paix». En bref, le président invite des troupes étrangères au Kazakhstan pour tenter de réprimer les manifestations. Soit les manifestant.es armé.es parviennent à repousser ces forces et le gouvernement tombe, soit les révolutionnaires abandonnent et sont écrasé.es. Le Kazakhstan fait face à un avenir sombre. C'est une guerre pour la liberté ou la défaite, et la défaite signifierait une perte potentielle de plus de libertés et peut-être de souveraineté.

Que peuvent faire les personnes extérieures au Kazakhstan pour soutenir les participant.es à la lutte ?

La seule façon réaliste pour les personnes extérieures au Kazakhstan d'apporter leur soutien est d'attirer davantage l'attention sur les événements et peut-être d'organiser une sorte d'aide.

CONCLUSION : UNE ANALYSE DEPUIS LA RUSSIE

Dans le texte suivant, un anarchiste russe réfléchit aux implications du soulèvement au Kazakhstan pour la région. Vous pouvez lire une perspective des anarchistes biélorusses ici. Après des décennies de répression, d'échecs et de défaites, pourquoi l'espoir renaît-il encore et encore, comme nous le voyons au Belarus, en Russie, au Kirghizstan et maintenant au Kazakhstan ? Pourquoi, après la chute de nos parents, ami.es et voisin.es, abattu.es par la police ou l'armée, les gens continuent-ils à se battre ? Comment se fait-il que nous ayons encore la chance de vivre le vent du changement et de l'excitation, qui nous donne un avant-goût de tout ce que nos vies pourraient être ? Nous pouvons trouver un semblant de réponse dans les lignes du musicien kazakh Ermen Anti, du groupe Adaptation.

Peu importe combien ils tirent, les balles ne suffiront pas.

Peu importe combien ils écrasent, néanmoins les semis de la juste colère poussent

Les enfants de Prométhée, portant le feu aux gens qui ont froid.

Lorsque nous regardons les événements des dernières décennies au Kazakhstan, au Belarus, en Russie et au Kirghizstan, nous devons nous demander ce que la coopération entre les initiatives et les mouvements qui luttent pour la libération pourrait accomplir au niveau international. De telles connexions pourraient nous permettre d'échanger des expériences politiques et culturelles, de renforcer la cause commune que les peuples de ces pays devraient partager. Pourtant, alors que les économies et les réalités politiques de ces pays sont interconnectées et interdépendantes, les mouvements anarchistes sont déconnectés. Le Kazakhstan peut être un exemple de ce qui peut se passer demain en Russie, au Belarus et dans d'autres pays de cette partie du monde. Aujourd'hui, en Russie, les gens craignent pour leur vie lorsqu'ils et elles songent à exprimer une quelconque forme de dissidence. Mais demain, nous pourrions voir Janaozen et Almaty dans les villes de Russie, du Belarus (encore !) et d'autres pays. Nous pouvons oublier les assertions selon lesquelles «cela ne peut pas arriver ici» - ce qui peut et ne peut pas arriver dépend avant tout de ce que nous pouvons imaginer et désirer.

Lorsque des situations se déroulent comme ce que nous voyons aujourd'hui au Kazakhstan, nous pouvons constater à quel point il est important d'être connecté avec les autres dans notre société. Aujourd'hui, nous

sommes surpris.es - souvent, nous ne sommes même pas parmi les gens dans les rues, qui se battent et se défendent épaule contre épaule, ou qui font d'autres travaux importants pour soutenir le soulèvement. Pour être prêt.es et connecté.es, nous devons être capables d'affronter les contradictions au sein de nos communautés et de notre société dans son ensemble. Nous devons être capables de communiquer nos idées et d'apporter des propositions aux personnes qui nous entourent dans des situations comme celles-ci. Les conflits, les désaccords et l'isolement étouffent des camarades qui pourraient autrement consacrer leur vie à la lutte. Quand je me demande ce qu'il faut pour que nous nous voyions dans les rues et dans les maisons des gens, marchant ensemble, prenant soin les un.es des autres et luttant ensemble, j'imagine que nous devons interagir de manière différente - rendant possible la lutte, le développement, la survie.

Nous pouvons nous demander : qu'est-ce que nous devons changer dans notre façon de nous approcher les un.es des autres et des autres, dans notre façon d'aborder la lutte et nos mouvements, afin d'en faire une source de vie et d'inspiration qui puisse offrir aux gens des façons de penser, de lutter et de vivre ? Par exemple, nous pouvons nous souvenir du mouvement féministe au Kazakhstan, qui a été au centre de l'attention et du discours public pendant quelques années dans les années 2010, qui a publié un magazine féministe et mis en lumière ce sujet au Kazakhstan comme personne ne l'avait fait auparavant, reliant de nombreux groupes et communautés le long de la ligne de faille de la violence domestique et du patriarcat. C'est un exemple de la manière dont nous pouvons nous positionner pour aborder des questions qui nous mettront en relation avec un large éventail d'autres personnes dans notre société. Dans les républiques ex-soviétiques, nous disposons d'un héritage impressionnant de résistance et de soulèvements sur lequel nous pouvons nous appuyer. Nous devons nous connecter les un.es aux autres pour pouvoir accéder à cet héritage. Solidarité et force à tou.tes celles et ceux qui luttent au Kazakhstan et dans tous les pays post-soviétiques. Comme on dit, les chiens aboient mais la caravane passe. Aujourd'hui, ils peuvent nous piétiner la nuque, mais la lutte ne cessera pas, et ceux qui sont tombés dans les rues d'Almaty ne seront pas oubliés.

EXPLOSION AU KAZAKHSTAN : RÉVOLTE DES TRAVAILLEURS, JEUNES CHÔMEURS, BANLIEUES PAUVRES

Rapport écrit par un camarade de la région russe.

Tiré de « Comunismo de Consejos y Autonomía de Clase »

06/01/2022

Au Kazakhstan, les habitants des grandes villes sont descendus en masse dans les rues. La colère a d'abord été causée par la hausse des prix du carburant. Depuis le 1er janvier, le prix d'un litre de gaz liquéfié est passé à 120 tenge (0,27 \$). Les manifestants ont exigé que le prix soit réduit à 50-60 tenge (0,11-0,13 \$). En réponse, le président du Kazakhstan, Kassym-Zhomart Tokayev, a demandé au gouvernement d'examiner d'urgence la situation des régions protestataires. Par la suite, le gouvernement a accepté de réduire le coût du gaz.

Mais c'était trop tard. Les protestations se sont transformées en un soulèvement. Les manifestants ont attaqué des bâtiments gouvernementaux. Les affrontements ont commencé. Des voitures de police ont été incendiées dans les rues. Ces événements rappellent en partie des processus similaires au Kirghizstan. Les rebelles - des foules de milliers d'habitants des grands centres - envahissent les bâtiments administratifs, c'est-à-dire que les manifestants ne se défendent pas, mais avancent, l'initiative est de leur côté, où les batailles se succèdent avec plus ou moins de succès. Il y a eu des scènes de fraternisation des foules d'insurgés avec les militaires et des scènes de fuite des militaires à l'approche des foules (Almaty).

Il semble que l'armée, composée en grande partie de recrues ordinaires, ne souhaite pas affronter les manifestants. En outre, une vidéo a été enregistrée de l'arrestation de la police avec des armes à feu. À Almaty, la foule s'entête à prendre d'assaut les bâtiments du gouvernement local, en utilisant parfois des armes. Cependant, les forces de sécurité qui restent fidèles au gouvernement utilisent également des armes. Selon certains rapports, les bâtiments ont changé de mains plusieurs fois.

Les protestations et les émeutes se propagent dans tout le pays, de sorte que le régime ne peut pas concentrer toutes les forces qui lui sont loyales dans la capitale, étant donné que le Kazakhstan est immense. Autre fait intéressant, les manifestations sont suivies par la classe ouvrière industrielle, notamment à Zhanaozen, où des travailleurs ont été fusillés par le régime lors d'une grève dans le passé. Les insurgés semblent tous être des travailleurs urbains et ruraux ordinaires ou des chômeurs pauvres. Des groupes industriels entiers se sont joints aux protestations. Les usines métallurgiques de Balkhash se sont mises en grève.

Les travailleurs de Mangistaumunaigaz, l'une des plus grandes entreprises pétrolières et gazières du Kazakhstan dans la région de Mangistau, se sont également mis en grève. Certains représentants de petites entreprises participent parfois aux discours, mais l'élite économique du Kazakhstan est liée à l'État et aux clans de fonctionnaires au pouvoir.

Cependant, quelles sont les opinions, les idées des participants à la révolte ? Il est curieux que les groupes d'opposition ne soient pas présents lors des assemblées ou dans la rue, ni dans les slogans, ni sur les drapeaux.

Les habitants du Kazakhstan eux-mêmes disent que le mécontentement mûrit depuis un bon moment. Le pays possède d'énormes ressources naturelles, notamment des réserves de pétrole et de gaz, mais la majorité de la population vit dans la pauvreté. La majorité de la population est constituée de travailleurs faiblement rémunérés dans les secteurs des services et de l'industrie. La pandémie a également joué un rôle : en 2020, le PIB a chuté de 2,6 %. Il est vrai qu'en 2021, il y a eu une reprise de la croissance (à 3,5 % près). La pauvreté relative de la population dans le contexte de la richesse du pays et de son élite a longtemps été une nuisance. L'augmentation du prix du carburant n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.



Le mécontentement croissant suscité par les conséquences de la pandémie et les tentatives infructueuses pour y faire face ont également contribué à aggraver la situation. Nursultan Nazarbayev lui-même, considéré par beaucoup comme le véritable dirigeant du pays, provoque également du mécontentement.

C'est pourquoi, lorsque le gouvernement a cédé aux demandes de baisse des prix, il ne pouvait plus apaiser le feu de la confrontation. Ou peut-être que le fait que les forces de l'ordre aient cédé aux manifestants leur a montré qu'il est possible d'aller plus loin, que les autorités ont peur d'eux. Les protestations ont commencé à diffuser le slogan dirigé personnellement contre Nazarbayev : «Shal, ket !» (Dégage, vieil homme !). Dans le même temps, les revendications sociales prévalaient parmi les rebelles. Au nom d'un certain comité populaire, les demandes sont réparties comme suit :

1. Réduction des prix des denrées alimentaires
2. Baisse des prix des carburants et des lubrifiants
3. Réduction de l'âge de la retraite à 58/60 ans
4. Démission complète du gouvernement
5. Libération de tous les prisonniers arrêtés pendant les manifestations.
6. Augmentation des salaires des citoyens ordinaires.

La liste comprend également des demandes d'augmentation des pensions, de suppression des péages routiers et d'augmentation des allocations familiales. De manière significative, la démission du gouvernement n'arrive qu'en quatrième position. Le premier point indique ce qui préoccupe le plus les usagers de la route : le prix des denrées alimentaires. Et le sixième point parle de lui-même, indiquant la composition sociale et de classe des rebelles. Le politologue Kamran Hasanov estime que les événements survenus en Biélorussie et au Kazakhstan sont une sorte de printemps arabe dans la CEI (Communauté des États indépendants), causés principalement par la pandémie et l'incapacité de certains gouvernements à faire face à la situation. C'est peut-être en partie vrai. Cependant, contrairement à la Biélorussie, où le mouvement était sous le contrôle ou dans les conditions de l'hégémonie idéologique de l'opposition libérale («hégémonie culturelle bourgeoise», comme dirait le penseur italien Antonio Gramsci), les rebelles kazakhs présentent principalement des revendications sociales et rejettent également les pratiques non-violentes et le respect de la propriété privée. Lorsque les libéraux disparaissent de la scène de la

protestation, la dynamique change radicalement... Ainsi, au Kazakhstan, nous assistons à un soulèvement spontané de la classe sociale de base : un soulèvement des travailleurs, des jeunes chômeurs, des banlieues pauvres. Aujourd'hui, les couches inférieures de la société n'ont pas leur propre conscience de classe et leur propre organisation de classe sous la forme de conseils élus ou de comités populaires. C'est-à-dire que les masses ne tentent pas de créer leurs propres organes d'auto-gouvernance, en prenant le contrôle du cœur du monde (comme ce fut le cas au début du XXe siècle dans de nombreux pays). Il est peu probable que cela se produise dans un avenir proche. Bien que ce qui se passe puisse donner beaucoup d'expérience aux couches inférieures de la société, on ne s'attend pas à ce qu'un système de conseils ouvriers territoriaux et d'usine émerge, comme lors des révolutions russe, allemande et italienne de 1917-1921 ou lors de la révolution hongroise de 1956. L'avenir proche du Kazakhstan reste incertain. Si le mouvement n'est pas réprimé, le Kazakhstan pourrait être confronté à un scénario similaire à celui du Kirghizstan. Cela signifie que les masses quitteront temporairement les rues après la victoire. Cela signifie aussi l'arrivée au pouvoir, l'un après l'autre, de gouvernements faibles, incapables de faire autre chose que de céder occasionnellement aux revendications populaires. Cependant, il est trop tôt pour en parler.

P.S. Ces derniers jours, nous avons vu une brillante illustration de la véritable attitude à l'égard des valeurs de la classe dominante de la part des plus hauts représentants de cette classe. Le principal patriote national du Kazakhstan, le président Tokayev, a invité des troupes étrangères dans son pays (russes, biélorusses et arméniennes) pour combattre ses propres travailleurs indisciplinés et ses jeunes chômeurs. Et le principal démocrate de la CEI, le Premier ministre arménien Pashinyan (qui, contrairement à Tokayev, a remporté une élection relativement équitable dans son propre pays) a fait la première déclaration concernant l'intervention des armées de plusieurs États, dont l'Arménie, pour réprimer la rébellion des classes inférieures de ce pays.

SOULÈVEMENT DE TRAVAILLEURS ET DE CHÔMEURS AU KAZAKHSTAN

Rapport écrit par un camarade de la région russe.

Tiré de « Comunismo de Consejos y Autonomía de Clase »

07/01/2022

Un véritable soulèvement populaire est en cours au Kazakhstan et, dès le début, les protestations ont revêtu un caractère social et de classe, car le doublement du prix du gaz liquéfié à la bourse du gaz n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En somme, les protestations ont commencé à Zhanaozen à l'initiative des travailleurs du pétrole, qui est devenu une sorte de quartier général politique de l'ensemble du mouvement de protestation. Et la dynamique de ce mouvement est révélatrice car il a commencé comme une protestation sociale, puis a pris de l'ampleur, et les collectifs de travail ont profité des réunions pour faire valoir leurs revendications : augmentation de 100 % des salaires, annulation des résultats de la campagne d'optimisation, amélioration des conditions de travail et liberté de l'activité syndicale.

En conséquence, dès le 3 janvier, toute la région de Mangistau était couverte par la grève générale, qui s'est déjà étendue à la région voisine d'Atyrau. Sulignons que, dès le 4 janvier, les travailleurs du secteur pétrolier de la société Tengizchevroil, dont les entreprises américaines détiennent 75 % des parts, se sont mis en grève. C'est là que 40 000 travailleurs ont été licenciés en décembre dernier et qu'une nouvelle série de licenciements est prévue. Plus tard, les compagnies pétrolières des régions d'Aktobe, du Kazakhstan occidental et de Kyzylorda ont soutenu la grève. En plus, les grèves des mineurs de la société Armelormittal Temirtau dans la région de Karaganda et des fondeurs et mineurs de la société Kazakhmys ont commencé dans la soirée du même jour, ce qui peut être considéré comme une grève générale dans toute l'industrie extractive du pays. Des demandes d'augmentation de salaire, de réduction de l'âge de la retraite, du droit aux syndicats et du droit de grève ont également été formulées.

Pendant ce temps, mardi 4, des grèves ouvertes ont déjà commencé à Atyrau, Uralsk, Aktyubinsk, Kyzyl-Orda, Taraz, Taldykorgan, Turkestan, Shymkent, Ekibastuz, dans les villes de la région d'Almaty et à Almaty même. Où le blocus des rues a lieu dès la nuit du 4 au 5 janvier lors de l'affrontement ouvert entre les manifestants et la police, à la suite duquel «akimat» ; (bureau du gouvernement de la ville) a été temporairement saisi. Cela a permis à Kassym-Khomart Tokayev de déclarer

l'introduction de l'état d'urgence. Il convient de noter que ces manifestations à Almaty ont été principalement suivies par des jeunes chômeurs et des migrants internes qui vivent dans les banlieues de la mégalopole et occupent des emplois temporaires ou mal rémunérés. Et les tentatives de les apaiser avec des promesses, en réduisant le prix du gaz à 50 tenges, exclusivement pour la région de Mangistau et Almaty, n'ont satisfait personne. La décision de Kassym-Zhomart Tokayev de limoger le gouvernement, puis de démettre Nursultan Nazarbayev de ses fonctions de président du Conseil de sécurité n'a pas non plus mis fin aux protestations.

A partir du 5 janvier, des manifestations de masse ont commencé dans les centres des oblasts du nord et de l'est du Kazakhstan, où elles n'avaient jamais été vues auparavant - à Petropavlovsk, Pavlodar, Ust-Kamenogorsk, Semipalatinsk. Dans le même temps, à Aktyubinsk, Taldykorgan, Shymkent et Almaty, des tentatives ont été faites pour prendre d'assaut les bâtiments des akimats régionaux. À Zhanaozen même, les travailleurs ont formulé de nouvelles exigences lors de leur réunion à durée indéterminée : la démission du président actuel et de tous les fonctionnaires de Nazarbayev, le rétablissement de la Constitution de 1993 et des libertés correspondantes de créer des partis et des syndicats, la libération des prisonniers politiques et la fin des répressions. Le Conseil des Aksakals a été établi comme un organe de pouvoir informel.

De cette façon, les revendications et les slogans qui sont maintenant utilisés dans les différentes villes et régions ont été transmis à l'ensemble du mouvement et la lutte a reçu un contenu politique. Des efforts sont également faits pour créer des comités et des conseils afin de coordonner la lutte. Dans le même temps, les troupes ont été retirées d'Almaty, d'Aktau et de Zhanaozen et si, dans la province de Mangistau, tout s'est déroulé pacifiquement et les soldats ont refusé de disperser les manifestants, dans la capitale du sud, les tirs ont commencé et, dans la nuit du 5 au 6 janvier, des divisions spéciales ont été introduites et ont commencé à nettoyer par la force l'aéroport et les quartiers occupés par les rebelles. Selon diverses sources, des dizaines de manifestants ont déjà été tués.

MANIFESTATIONS AU KAZAKHSTAN : 5 CLÉS POUR COMPRENDRE CE QU'IL SE PASSE

<https://es.communia.blog>

07/01/2022



Des troupes de l'armée participent à la répression des manifestations au Kazakhstan, mercredi.

La répression des manifestations au Kazakhstan a pris une dimension internationale : des parachutistes russes et des troupes arméniennes, kirghizes et tadjikes sous mandat de l'OTSC entrent dans le pays pour affronter les manifestants. Les agences russes parlent d'une action commune pour faire face aux «terroristes» et aux «bandits», les agences américaines d'une tentative de Poutine d'«étendre son influence». Tous deux rendent invisible la réalité : de dimanche dernier à aujourd'hui, l'État kazakh s'est effondré face à une grève de masse qui s'est étendue à tout le pays, mais qui est néanmoins loin du niveau d'auto-organisation des travailleurs que nous avons connu en Iran.

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

NI UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT RATÉE, NI UNE INVASION RUSSE : LA RÉPRESSION D'UNE GRÈVE DE MASSE.

La chronologie des manifestations au Kazakhstan parle d'elle-même. Dimanche dernier, le 2 janvier, des manifestations de masse ont éclaté à Janaozen après que le gouvernement a doublé le prix du gaz. Après les premières tentatives de répression, les travailleurs ont installé des barricades dans toute la ville. Dans la nuit du 3 au 4 janvier, une grève sauvage a commencé dans les compagnies pétrolières de Tengiz.

La grève s'est rapidement étendue aux régions voisines. Aujourd'hui, le mouvement de grève s'articule autour de deux axes principaux : Janaozen et Aktau, deux des principaux centres des industries extractives.

Le 4 janvier, des camions de travailleurs du pétrole sont arrivés à Almaty et des milliers de personnes se sont jointes à la manifestation en occupant le centre ville et en manifestant devant l'hôtel de ville. Le président Tokayev a annoncé l'état d'urgence dans les régions et, le 5 janvier au matin, il a accepté la démission du gouvernement et proposé de remplacer l'augmentation des prix de 100 % par une augmentation de 50 %. Dans l'après-midi, il a annoncé qu'il avait remplacé son mentor, l'ancien dictateur Nazarbayev, à la tête du Conseil de sécurité du pays. Après avoir reconnu que les manifestations s'étaient étendues à plus de la moitié du pays, il a annoncé que des dizaines d'«émeutiers» avaient été «liquides» et que leur identité était en cours d'identification.

Malgré la répression, les manifestants ont continué à protester devant l'hôtel de ville d'Alma Ata, maîtrisant les forces de police. Le bâtiment a fini en flammes et les rassemblements se sont concentrés sur le bureau du procureur de l'État et la résidence officielle du président. À Aktobe également, l'autre grand foyer insurrectionnel, le bâtiment du gouvernement local a été pris d'assaut sans succès par les travailleurs.

Les protestations au Kazakhstan étaient loin d'être terminées. Les parachutistes de l'unité aéroportée présidentielle, les prétoriens du président, ont «balayé» les rues d'Almaty et renforcé la violence de la répression contre les manifestations au Kazakhstan. La répression s'est poursuivie par des tueries et des arrestations massives tout au long de la nuit. À Almaty, les manifestants ont érigé des barricades et plusieurs cas de désarmement des forces de sécurité ont été filmés. Face à la résistance, la police de nombreuses villes du pays a dissous ou rejoint les manifestations.

Pour faire face à l'effondrement auquel les manifestations au Kazakhstan ont conduit l'État, M. Tokayev a lancé des parachutistes contre les manifestants et a demandé aux chefs des États du TCO d'envoyer des troupes pour venir à bout de la «menace terroriste», qualifiant les manifestants qu'il avait tenté de calmer peu de temps auparavant de «gangs terroristes internationaux».

QUI SONT LES MANIFESTANTS ?

NI TERRORISTES INTERNATIONAUX, NI DES CITOYENS EN COLÈRE
: DES TRAVAILLEURS EN LUTTE



Les manifestations au Kazakhstan se déroulent dans un contexte plus large que celui présenté dans la presse. Comme nous l'avons souligné dans notre tour d'horizon annuel des luttes, l'un des développements les plus importants de 2021 a été que du Kazakhstan à la Géorgie en passant par le Donbass, les travailleurs ont répété des formes d'affirmation de classe. Ce n'est pas une coïncidence si l'un des épicentres des protestations au Kazakhstan est aujourd'hui Janaozen. La vague de grèves à Janaozen en juillet a été une référence pour toute l'Asie centrale. Le mouvement, qui, comme nous l'avons noté à l'époque, tendait à se transformer en

une grève de masse malgré les obstacles syndicaux, n'a cessé depuis d'ajouter des secteurs et de relier les effectifs, maintenant une tension constante qui a jusqu'à présent évité une répression brutale manifeste.

Quand, en novembre, un accident dans les mines de Karaganda a poussé les esprits des mineurs vers une nouvelle grande grève comme celle de 2017, les syndicats se sont engouffrés dans la brèche pour étouffer toute tentative de riposte. Et pratiquement au même moment, la grève a éclaté dans les usines de gaz de Mangystaumunaigaz, dans la région de Janaozen. La référence à Janaozen a transformé la frustration des mineurs en terreau pour une grève sauvage qui a maintenant éclaté. C'est cette accumulation et cette confluence de luttes qui, l'une après l'autre – mais pas toutes – passent au-dessus de la tête des syndicats qui explique la mobilisation rapide dès le premier jour, lorsque le gouvernement lance la hausse du prix du gaz pour la consommation domestique et les transports. Par exemple, dès le deuxième jour, les mineurs de Jezkazgan à Karaganda, véritable épicentre des grèves sauvages, ont manifesté devant le bâtiment du gouvernement pour une réduction de l'âge de la retraite, contre l'inflation et pour la liberté de manifestation. Jusqu'au 5, au plus fort de l'effondrement de l'État, les représentants politiques locaux n'ont même pas daigné répondre aux revendications des travailleurs.

«Pour se réchauffer, les manifestants ont allumé un feu de joie et les habitants leur ont apporté de la nourriture et du thé. Les mineurs affirment à RFE/RL que la manifestation est pacifique. La police surveille la situation mais n'arrête personne. À 15 heures, le 6 janvier, quelque 300 personnes sont rassemblées près du bâtiment de l'akimat. Selon l'un des participants à l'action, les manifestants étaient beaucoup plus nombreux hier soir, et aujourd'hui de nouveaux participants se joignent à eux. Dans la région de Karaganda, comme dans d'autres régions, l'internet est en panne, il y a des problèmes de communication cellulaire. La plupart des opérateurs signalent que seuls les appels d'urgence sont possibles.»

POUR QUOI LES TRAVAILLEURS SE BATTENT-ILS ?

NI «EUROMAÏDAN» ANTI-RUSSE, NI «LUTTE CONTRE LA CORRUP-

TION)), CE SONT LES BESOINS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS QUI SONT LE MOTEUR DES MANIFESTATIONS AU KAZAKHSTAN.

L'élément déclencheur qui a finalement fait converger les grèves et les protestations au Kazakhstan est la hausse des prix du gaz. Les opérations d'extraction sont au milieu du désert et tous les biens sont importés. La hausse du prix du gaz pour le transport signifie une hausse générale des prix et une perte du pouvoir d'achat qui était déjà mis à rude épreuve par les bas salaires

«Le prix du gaz, que nous produisons également, a atteint des sommets. Tout dépend du gaz. Si le gaz devient plus cher, tout devient plus cher. Les gens ordinaires ont déjà peu de revenus, et la situation va empirer. Qu'ils réduisent le prix de l'essence à 50-60 tenges. Ou augmenter nos salaires à 200 mille tenges. Sinon, nous ne pourrions pas survivre lorsque tout deviendra plus cher. Les autorités disent qu'il n'y a pas assez de gaz, que l'usine construite il y a 50 ans est usée, dépassée. Et qu'ont-ils fait pendant 30 ans ?»

Propos d'un ouvrier récupéré par RLT

Les directeurs d'usine, les syndicalistes et le président local ont tenté d'expliquer aux travailleurs pourquoi ils devaient augmenter les prix. L'argument habituel : l'entreprise serait autrement en perte et des emplois seraient perdus, qu'ils devaient s'en accommoder et espérer un avenir meilleur. Les travailleurs ont répondu que raconter des «contes de fées» n'était pas une solution aux problèmes, et les politiciens, syndicalistes et managers sont partis sans convaincre personne. Les travailleurs avaient été châtiés.

«L'année dernière, ces entreprises ont commencé à être optimisées à grande échelle. Les emplois ont été supprimés, les travailleurs ont commencé à perdre leurs salaires, leurs primes, de nombreuses entreprises sont devenues de simples sociétés de services. Lorsque, dans la région d'Atirau, la compagnie pétrolière Tengiz a licencié 40 000 travailleurs d'un coup, cela a constitué un véritable choc pour tout le Kazakhstan occidental. L'État n'a rien fait pour empêcher ces licenciements massifs. Et il faut comprendre qu'un travailleur du pétrole nourrit 5 à 10 membres de sa famille. Le licenciement d'un travailleur condamne automatiquement toute la famille à la famine. Il n'y a pas d'emplois ici, sauf dans le secteur pétrolier et dans les secteurs qui répondent à leurs besoins.»

Ainor KURMANOV

LES MANIFESTATIONS AU KAZAKHSTAN SONT-ELLES VRAIMENT UNE RÉVOLUTION ?

LES PROTESTATIONS AU KAZAKHSTAN N'ONT PAS ATTEINT LE NIVEAU D'UNE RÉVOLUTION, IL S'AGIT D'UNE GRÈVE DE MASSE QUI N'EST PAS ENCORE AUTO-ORGANISÉE.

Ce que nous voyons, ce n'est pas une révolution, mais une grève de masse qui n'a pas encore porté ses fruits, mais qui a néanmoins suffi à faire s'effondrer l'appareil répressif de l'État kazakh. À l'exception de quelques entreprises à Janaozen, les luttes ont convergé mais pas les assemblées et les comités élus par celles-ci. Dans l'ensemble, la lutte est encore loin du niveau d'auto-organisation des travailleurs que nous avons vu en Iran. Le résultat est que les travailleurs ont découvert leur propre force et se sont imposés comme un sujet politique décisif au niveau national... mais ils n'ont pas la capacité d'organiser le pouvoir qui a été laissé vacant. Cette faiblesse organisationnelle des protestations au Kazakhstan ne peut que devenir une faiblesse programmatique. Nous l'avons vu à Aktau la nuit dernière. Les dirigeants syndicaux ont pris la tête des manifestations avec l'assentiment des forces répressives et du gouvernement régional, ont réaffirmé les revendications fondamentales auxquelles ils s'opposaient jusqu'à récemment, et ont appelé à l'ordre. De manière très symbolique, ils ont planté un drapeau national – symbole de l'intérêt auquel sont confrontés les travailleurs – dès qu'ils l'ont pu. Les syndicats sèment le chemin de la défaite, comme partout, mais au bout du compte, il y a quelque chose de pire qu'une nouvelle réduction des besoins fondamentaux. Renforcé par les parachutistes russes et encouragé par la perspective des 2 500 soldats tadjiks et kirghizes qui lui ont été promis immédiatement par l'OTSC, le président Tokayev a ordonné à l'armée de «tirer pour tuer» les «20 000 bandits» qui, selon lui, manifestent à Almaty.

ALORS POURQUOI LES PAYS DE LA SPHÈRE D'INFLUENCE RUSSE ENVOIENT-ILS DES TROUPES ?

LES CLASSES DIRIGEANTES SE RECONNAISSENT ET S'UNISSENT FACE À LEUR ENNEMI, TOUT EN SE COUVRANT CONTRE LEURS CONCURRENTS FACE À UN VIDE DE POUVOIR.

Les classes dirigeantes régionales ont été claires dès le départ sur ce qui se cachait derrière les protestations au Kazakhstan. Ils savent reconnaître l'ennemi de classe dès qu'ils le voient en mouvement. Il y a dix ans, ils n'ont pas

hésité à réprimer les manifestations de Janaozen dans le sang et le feu. Les agences et les gouvernements européens et anglo-saxons n'ont pas non plus de doutes. Cette fois-ci, il n'y a pas de soutien et de messages comme en Russie, au Belarus, en Ukraine, en Géorgie... ou chaque fois qu'une faction bourgeoise fait quelque chose qui pourrait contrarier l'impérialisme russe. "L'union sacrée" entre les factions de la bourgeoisie se produit automatiquement chaque fois que le prolétariat entre en scène. Même entre les rivaux impérialistes. Il suffit de rappeler Berlin en 1953 ou Budapest en 1956. Dans ce cas, lorsque Chevron est également l'une des compagnies pétrolières directement touchées par les grèves à Tengiz, on ne s'attend pas à autre chose. Mais ils ne cessent pas

possible des protestations au Kazakhstan. Mais il y a plus. Face à ses rivaux impérialistes, elle veut montrer la capacité de la Russie à «maintenir l'ordre» dans sa sphère d'influence directe. Et vis-à-vis des gouvernements alliés d'Asie centrale et du Caucase, pour envoyer le signal qu'elle est capable de les maintenir au pouvoir s'ils sont confrontés à une mobilisation de classe comme celle qui a motivé les manifestations au Kazakhstan... Ce qui est vrai, mais seulement à moitié vrai, car la clé ne dépend pas de lui, mais du développement de l'auto-organisation des travailleurs. Un pas au-delà de ce que les travailleurs ont fait jusqu'à présent et les assurances de la classe dirigeante se dissiperait.



non plus de se faire concurrence, ni d'essayer de tirer profit, ne serait-ce que symboliquement ou par la propagande, de ce qui est en réalité un revers pour eux tous. Il est significatif de voir comment la presse anglophone et ses échos dans d'autres langues, même si elle n'a pas fait de la question sa première page, ont essayé de présenter les manifestations au Kazakhstan comme une révolte «contre la corruption et les inégalités» qui pourrait également être reproduite en Russie. M. Poutine sait pertinemment qu'il ne doit pas craindre l'intervention de ses rivaux impérialistes et qu'il ne subira pas non plus de nouvelles représailles économiques pour avoir lancé ses troupes d'élite contre les protestations au Kazakhstan.

Mais il craint à juste titre, comme d'autres gouvernements de la région, les coûts économiques et les risques politiques d'une vacance du pouvoir. Son objectif premier est de tuer dans l'œuf toute évolution révolutionnaire

LE KAZAKHSTAN APRÈS LE SOULÈVEMENT

<https://crimethinc.com>.

12/01/2022



Le 6 janvier :

Une vue d'Almaty. Le photographe : "Un brouillard sinistre plane sur les incendies ; maintenant, tout ressemble à un hiver nucléaire."

Suite à notre couverture du soulèvement de la semaine dernière au Kazakhstan, nous avons traduit un éventail de points de vue sur la situation provenant de diverses sources anarchistes russes et interviewé deux anarchistes d'Almaty, la plus grande ville du Kazakhstan et l'endroit où les combats ont été les plus intenses. Ce texte inclut également des photographies inédites prises par nos contacts à Almaty.

Les sources suivantes devraient servir à démystifier toute déformation facile du soulèvement de la part des autorités du Kazakhstan, de la Russie ou des États-Unis – ou de leurs partisans égarés.

À ceux qui répandent des théories du complot selon lesquelles les États-Unis tenteraient de mettre en scène une "révolution de couleur"¹ au Kazakhstan, nous devons signaler que les manifestations ont commencé en réponse à la suppression par le gouvernement de ses subventions pour le gaz (doublement du prix), qui est produit dans le cadre d'un monopole d'État lucratif au Kazakhstan. Ceux qui défendent les gouvernements du Kazakhstan et de la Russie défendent les forces répressives qui imposent des mesures d'austérité néolibérales aux travailleurs exploités dans une économie basée sur l'extraction. La position honorable de tous ceux qui s'opposent réellement au capitalisme est aux côtés des travailleurs ordinaires et des autres rebelles qui s'opposent à la classe dirigeante, et non aux côtés des gouvernements qui prétendent représenter les manifestants tout en leur tirant dessus et en les emprisonnant.

Cela ne veut pas dire que les affrontements au Kazakhstan représentent une lutte anticapitaliste unifiée, ni d'ailleurs un mouvement ouvrier. Les comptes rendus les plus crédibles de la composition des manifestations reconnaissent qu'il y a eu un large éventail de participants différents utilisant des tactiques différentes pour poursuivre des agendas différents. Bien sûr, si nous avons de la sympathie pour les travailleurs qui protestent contre l'augmentation du coût de la vie, nous pouvons également comprendre pourquoi les chômeurs et les marginaux peuvent se livrer au pillage [note des traducteurs : au-delà de les comprendre, nous les soutenons].

Une crise telle que le soulèvement au Kazakhstan fait éclater toutes les lignes de fracture au sein d'une société. Tous les conflits préexistants sont poussés à leur point de rupture : tensions ethniques et religieuses, rivalités au sein de l'élite dirigeante, luttes géopolitiques pour l'influence et le pouvoir. Nous l'avons vu dans une moindre mesure en France lors du mouvement des Gilets jaunes et aux États-Unis lors de la révolte de George Floyd et de ses suites, même si ces crises n'ont pas été aussi loin que le soulèvement au Kazakhstan, où, en raison de la structure du pouvoir autoritaire bien ancrée, toute lutte est immédiatement une entreprise de type tout ou rien.

S'il est vrai, comme nous l'avons affirmé², que les manifestants du Kazakhstan s'opposaient aux mêmes forces que celles auxquelles nous sommes confrontés dans le monde entier, alors la répression violente de

1. (ndt) Expression utilisée pour parler des tentatives de soulèvements qui ont émaillé dans cette région en 2003 et 2006 : la « Révolution orange » en Ukraine, « la Révolution des Tulipes » au Kirgizistan, la « Révolution des Roses » en Géorgie, la « Révolution du Cèdre », soulèvements pour autant pacifiques et non-violents. Ces révoltes ont souvent été soutenues par l'Occident, notamment les États-Unis en vue d'augmenter les droits civiques, les libertés électorales, la liberté de la presse, etc.

2. (ndt) Les auteurs renvoient à leur premier texte écrit, traduit en français sur Marseille Info Autonomes : <https://mars-infos.org/le-soulevement-au-kazakhstan-6134>

ces manifestations par les soldats de six armées pose des questions auxquelles nous devons tous faire face. Il semble que de tels moments de vérité deviennent pratiquement inévitables à mesure que les catastrophes économiques, politiques et écologiques se succèdent dans le monde. Comment nous préparer à l'avance, afin de maximiser la probabilité que ces ruptures se passent bien, malgré toutes les forces qui se dressent contre nous ? Dans ces moments de potentielles révolutions, comment pouvons-nous faire avancer des orientations révolutionnaires et réellement émancipatrices, au sein du mouvement comme de la société, face aux autres tendances qui chercheront à imposer leurs idéologies et intérêts ? Comment éviter les théories du complot et la manipulation, le défaitisme et la défaite ?

Dans l'aperçu suivant, composé en collaboration avec des anarchistes russes, nous présentons l'analyse du soulèvement au Kazakhstan issu de la région ex-soviétique, puis partageons une interview que nous avons réalisée avec des anarchistes à Almaty dès que l'accès à Internet a été rétabli après la répression.

LA PRISON DES NATIONS

Le 1er janvier, ce qui n'était au départ qu'une simple protestation contre la hausse du coût de la vie s'est transformé en un véritable soulèvement national, qui a été brutalement réprimé jusqu'à présent par une combinaison de forces militaires nationales et étrangères.



Dans un premier temps, les manifestants ont demandé la démission du gouvernement, une réduction du prix du gaz et le retrait de l'ex-président – Nursultan Nazarbayev, le cardinal gris du Kazakhstan – de la tête du Conseil national de sécurité. Le slogan de tout le pays pour ces journées est devenu "Shal ket !" – "Grand-père, va-t'en !". À mesure que les manifestations prenaient de l'ampleur, la population en est rapidement venue à ne vouloir accepter rien de moins qu'un changement complet du gouvernement, y compris l'éviction de l'actuel président Kassym-Jomart Tokayev.

Le régime a tenté de réprimer les protestations. Mais les manifestants ont réussi à s'emparer des armes de la police et à riposter, pillant les magasins et incendiant ou occupant les bâtiments municipaux. Le président Tokaev a déclaré l'état d'urgence et envoyé des militaires contre les manifestants avec l'ordre de tirer à vue sur quiconque oserait résister. Dans le même temps, M. Tokaev a officiellement demandé à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC, composée de la Russie et de plusieurs pays voisins) de l'aider à reprendre le contrôle du pays.

Selon le ministère de l'Intérieur du Kazakhstan, près de 8000 personnes ont été arrêtées pendant les manifestations, et au moins 164 personnes ont été tuées ; depuis, des chiffres beaucoup plus élevés ont circulé. Des blogueurs connus et des dirigeants syndicaux auraient disparu. L'Internet a été coupé pendant plusieurs jours. Des personnes ont été abattues sur les places et dans la rue par des tireurs d'élite et d'autres soldats.

La répression militaire du soulèvement, y compris l'intervention de l'OTSC, a joué un rôle clé dans l'issue du conflit. Depuis le 10 janvier, les rapports des médias et les témoignages de personnes au Kazakhstan montrent que les combats ont cessé à Almaty et que les rassemblements de masse ont cessé dans d'autres villes.

Voici l'analyse que *Anarchist Fighter*, une plateforme anarchiste qui suit la situation depuis la Russie, a publiée sur son canal Telegram :

" 1) *Intervention de l'OTSC. Toutes les sources plus ou moins saines parmi les Kazakhs perçoivent cela comme une intervention et une tentative de "Big Brother" sur leur souveraineté. Chaque heure de présence de ces forces dans le pays multiplie l'aversion et la colère ;*

2) *Le régime autoritaire n'a pas disparu. Le président Tokayev a concentré davantage de pouvoirs entre ses mains, invité des militaires étrangers, ordonné à ses troupes de "tirer sans sommation"... Mais les Kazakhs ne sont pas habitués à la brutalité du gouvernement. Cela ne les arrête pas, et le mécontentement à l'égard du gouvernement ne faiblit pas.*



3) *La crise économique ne cessera pas sans réformes fondamentales vers la justice sociale. L'application de la loi n'est essentiellement qu'un report de l'augmentation des prix. Aucune mesure pour vaincre la pauvreté et réduire les inégalités dans la société n'est proposée par les autorités. Par conséquent, le mécontentement qu'elles ont créé ne s'apaisera pas non plus.*

“WAHHABITES, TERRORISTES, MANIFESTANTS” :

DÉSINFORMATION SUR LE SOULÈVEMENT

Selon le podcast *avtonom.org*, “Tendances de l'ordre et du chaos”,

« Les autorités kazakhes font tout leur possible pour sauver la face et construire leur version de la réalité. L'opération punitive est appelée “antiterroriste”, comme si un “terroriste” était toute personne qui s'oppose aux autorités par des moyens violents. Les rebelles sont respectivement “des militants et des bandits, qui doivent être tués”, et la raison du soulèvement serait “les médias libres et les personnalités étrangères”, ce qui correspond littéralement aux propos de Tokayev. Nous assistons au développement de la propagande militante pratiquement en direct. Le mensonge, à la limite du pathétique, selon lequel le noir est blanc et la guerre est la paix et pour ceux qui n'y croient pas, direction le mur. Après tout, personne ne sera désolé pour les “terroristes”, c'est un mantra que les dictateurs post-soviétiques ont bien appris.»

Dès le début des combats, les médias kazakhs et étrangers ont fait des déclarations concernant l'identité des

manifestants. Les définitions allaient de “manifestants”, “jeunes agressifs” et “maraudeurs” à “escadrons nationalistes”, “20 000 bandits attaquant Almaty” et “terroristes islamiques”. Il est vrai qu'une variété de groupes et de factions ont participé au soulèvement. Mais ce n'est pas un problème en soi – toute une société était représentée dans le soulèvement, avec toutes ses différences et ses contradictions. On peut supposer que différentes personnes ont participé à différentes actions contre le régime, y compris les combats et les pillages.

D'après *Anarchist Fighter* :

“ Le journaliste Maksim Kurnikov a dit des choses très intéressantes lors de l'émission matinale d'Ekho Moskvy. Il a fait remarquer que le projet “de prendre des armes dans les armureries et d'attaquer ensuite les forces de sécurité” n'est pas nouveau au Kazakhstan. Il s'est passé exactement la même chose dans la ville d'Aktobe en juin 2016 : plusieurs dizaines de jeunes hommes, répartis en groupes, ont pris des armes dans deux magasins d'armes, se sont emparés de véhicules et ont attaqué une partie de la Garde nationale, qui les a vaincus. Les autorités du Kazakhstan ont beaucoup embrouillé l'affaire : On ne sait toujours pas très bien sur quoi se fondent leurs affirmations d'une “connexion islamiste”. Kurnikov a également parlé de gardes paramilitaires dans les raffineries de pétrole illégales de l'ouest du Kazakhstan, constitués de villageois locaux, appelés de manière péjorative “mambets” (kolkhoziens) par les habitants des villes kazakhes. Ces groupes se sont aussi parfois engal'étranger” sont de la pure propagande et très probablement un grossier mensonge. Que des cellules armées capables de s'emparer des institutions de sécurité et des arsenaux se soient soudainement matérialisées à partir d'une foule hétéroclite semble également peu probable. Cela dit, nous n'avons aucune preuve de

l'implication des islamistes ou des nationalistes dans les événements d'Almaty. Toutefois, comme nous pouvons le constater, des groupes organisés capables d'une résistance armée active existent en principe dans la société kazakhe. Il est probable que les personnes qui se sont engagées dans une confrontation directe avec les forces de sécurité étaient en partie des représentants de tels groupes et en partie des manifestants spontanés auto-organisés. Il y a une analogie avec le Maïdan de 2014 c'est-à-dire les manifestations à Kiev, où la défense a été organisée "en mouvement", c'est à dire à la fois spontanément par la foule et avec la participation de groupes organisés radicaux qui s'y sont joints. "

Les affirmations concernant la participation de fondamentalistes islamistes aux événements pourraient bien être vraies dans une certaine mesure. Mais il est également certain que les autorités utiliseront toute information les concernant pour discréditer tous les autres groupes, entités et participants impliqués dans le soulèvement. Le désespoir économique et les persécutions sociales et politiques poussent souvent les gens au fondamentalisme ainsi qu'à d'autres formes de radicalisme.

Encore une fois, pour citer le canal *Anarchist Fighter* :

«La question de l'équilibre réel des forces entre les acteurs non étatiques des événements est toujours urgente : Le journaliste d'opposition Lukpan Akhmedyarov, sur la station de radio Ekho Moskvyy, s'est dit convaincu que l'attaque armée contre les autorités à Almaty était l'œuvre des partisans de Nazarbayev. Les raisons de cette conviction ne sont pas claires. Il convient de noter que M. Akhmedyarov a remarqué dans sa ville natale d'Uralsk, sur la place à côté des manifestants, un groupe de plusieurs dizaines de personnes organisées appelant à une attaque contre l'Akimat. Un petit groupe «d'instigateurs habillés de manière identique a également été signalé à Kostanai. De quoi s'agit-il ? D'une force rebelle organisée dans l'ombre, de groupes criminels ou de véritables provocateurs des services de l'État? Ou peut-être est-ce un discours des tenants de la «non-violence», qui cherche à étiqueter immédiatement les partisans de l'action directe ? Il n'y a pas de réponse. Une chose est claire : diviser les manifestants entre "pacifiques" et "terroristes" est une distorsion de la réalité. Avant même les événements d'Almaty, il y avait des vidéos du même endroit (d'Uralsk), où les manifestants libéraient courageusement les détenus de la police. Permettons-nous d'enfoncer une porte ouverte : oui, une manifestation radicale "violente" ne garantit pas du tout le succès et n'est pas à l'abri des provocations. Mais une manifestation purement "non-violente" dans notre réalité autoritaire est tout simplement condamnée d'avance. "Vous avez été entendus, nous allons

faire le tri, et nous mettrons les plus violents d'entre vous en prison" – c'est toujours la réponse du pouvoir en place en Russie, au Belarus, au Kazakhstan...»

Les diverses rumeurs sur les conflits internes au sein de la structure du pouvoir au Kazakhstan et les spéculations sur les plans géopolitiques en jeu dans le soulèvement pourraient toutes être vraies. Mais placer ces rumeurs et ces spéculations au centre du récit de ce qui se passe au Kazakhstan est un choix politique : c'est une décision de nier l'action des innombrables personnes ordinaires qui ont participé au soulèvement pour leurs propres raisons. Comme toutes les théories de la conspiration, cela suppose que les seules personnes qui ont un rôle à jouer dans la situation sont les acteurs du pouvoir mondial de l'ombre ; cela sert également à détourner l'attention des gens des choses évidentes, comme l'élite politique du Kazakhstan qui s'engraisse sur le dos des autres.

Les rumeurs et les spéculations servent à influencer les événements et la manière dont les autres les comprennent et s'y engagent. Vraie ou non, chacune de ces interventions sert à focaliser l'attention sur certaines figures, à diffuser un certain ensemble d'hypothèses sur la façon dont le monde fonctionne. Si ces théories du complot jettent suffisamment de doutes sur les participants au soulèvement pour détourner l'attention des gens du soutien aux manifestants qui se défendent contre l'ex-



exploitation économique et la domination politique, alors elles auront atteint leur objectif, qui est de maintenir tout le monde, partout, sous la dépendance des élites politiques.

Tokayev lui-même n'a pas hésité à propager les histoires les plus farfelues, affirmant que les terroristes internationaux qui auraient dirigé le soulèvement ne pouvaient pas être identifiés parce que leurs corps avaient été volés dans des morgues.

D'après *Anarchist Fighter*,

" Il s'avèrerait que les terroristes ne peuvent pas être montrés au public même s'ils sont morts. Leurs compagnons d'armes "sheitan" auraient enlevé les morts directement des morgues ! Et le plus important est que les autorités kazakhes, sans aucune honte, déclarent ouvertement que les manifestants radicaux se sont déguisés en policiers et en soldats (!!!) Maintenant, toute atrocité des oppresseurs peut être attribuée aux révolutionnaires eux-mêmes. Peut-être les manifestants ont-ils été abattus par ceux qui étaient "déguisés" ? Et s'il s'avère maintenant que les enfants et les journalistes ont été abattus par des hommes en uniforme et à épaulette – alors vous le savez déjà : il s'agissait bien sûr des "émeutiers" déguisés et non des bourreaux brutaux des forces spéciales de Tokayev. "

Au-delà de la question de savoir qui a participé au soulèvement, il est important de se demander qui bénéficie de sa répression. Comme le dit un commentaire,

«Poutine n'est pas un nationaliste, mais un garant. Il garantit la sécurité de l'élite post-soviétique et la sécurité de ses biens. Il avait l'habitude de le garantir uniquement dans la Fédération de Russie, mais il semble maintenant qu'il le garantisse également au Kazakhstan. Après tout, il y a là aussi des capitaux russes. Regardez la liste Forbes du Kazakhstan. Les véritables bénéficiaires de l'opération de maintien de la paix y figurent. La liste, d'ailleurs, est d'une internationalité remarquable. Les deux premières lignes sont occupées par des Coréens kazakhs du même nom : Kim. Le premier est le principal actionnaire de KAZ Minerals, une "société britannique de cuivre", comme le décrit Wikipedia. En 2021, sa fortune a augmenté de 600 millions de dollars. Le second Kim possède, avec Baring Vostok, l'une des principales banques kazakhes, la Kaspi Bank, qui est également cotée à Londres et a connu une croissance impressionnante, malgré la pandémie. En troisième position, j'ai été surpris de trouver un citoyen de Géorgie, Lomatdze, qui est également copropriétaire de la Kaspi Bank et son directeur. Vient ensuite un certain Bulat Utemuratov, qui s'est spécialisé dans le commerce

extérieur dans le gouvernement de Nazarbayev dans les années 90. Il possède la ForteBank, dont le revenu net pour 2020 "s'élevait à 53,2 milliards de tenges" (121 millions de dollars), ainsi que les principales participations dans les grands opérateurs de téléphonie mobile, 65 % de la société d'exploitation aurifère RG Gold et un tas d'autres actifs, dont une franchise Burger King et "les hôtels Ritz-Carlton de Nur-Sultan, Vienne et Moscou"... Les cinquième et sixième places sont partagées par la fille et le gendre de Nazarbayev. Son gendre, Timur Kulibayev, possède "la participation majoritaire dans la société singapourienne Steppe Capital Pte Ltd", qui détient les sociétés "néerlandaises" KazStroyService Infrastructure BV et Asset Minerals Holdings (Caspi Neft JSC, 50 % de Kazazot JSC). Dinara Kulibayeva, la fille de Nazarbayev, possède, avec son mari, la Halyk Bank of Kazakhstan – la "capitalisation boursière de la banque a atteint 3,1 milliards de livres (4,3 milliards de dollars)". En septième position, on trouve un spéculateur financier russe et fondateur de la "société d'investissement américaine" Freedom Holding Corp. Timur Turlov. "Selon les états financiers de la société, ses actifs ont triplé en 2020 pour atteindre 1,47 milliard de dollars (453,5 millions de dollars en 2019), les capitaux propres ont presque doublé pour atteindre 225,5 millions de dollars (131,3 millions de dollars respectivement), le bénéfice net a été multiplié par 10 pour atteindre 42,3 millions de dollars (4 millions de dollars respectivement)." Et ainsi de suite. Et de l'autre côté des barricades, il y a tous ceux qui travaillent pour tout ce beau monde pour 300 dollars par mois (c'est à peu près comme cela qu'on estime le salaire médian au Kazakhstan), en extrayant des minerais pour des sociétés "britanniques" et "singapouriennes" ou en servant leurs concitoyens dans le secteur des services, qui appartient aussi aux mêmes de la liste ; ou ceux qui n'ont pas trouvé de travail du tout dans les grandes et moyennes entreprises, dont on ne peut que deviner les revenus (on pense qu'ils sont encore plus bas). Les travailleurs, concentrés autour des entreprises, exigent des garanties sociales (baisse des prix des services publics, soins médicaux gratuits, augmentation des salaires, etc.) Ceux qui ne sont même pas des travailleurs essaient simplement d'obtenir ce qu'ils veulent des chaînes de magasins et des banques en cassant des vitrines et en pillant des magasins. Étant donné que les travailleurs sont assurés d'être virés dès que la situation sera "calmée", les actions de ces derniers ne peuvent être qualifiées d'irrationnelles. »

UN PRINTEMPS QUI A ÉTÉ RETARDÉ DE TRENTE ANS

Toujours selon le podcast *avtonom.org*, «*Tendances de l'ordre et du chaos*».

« Les autorités kazakhes et le président Tokayev ne faisaient pas confiance à leurs propres structures policières et gouvernementales en premier lieu. La police et l'armée avaient déjà commencé à se ranger du côté des rebelles, et il était évident que toutes sortes d'issues étaient possibles. Dans ces circonstances, Tokayev a opté pour la dernière extrémité : faire appel aux forces répressives des pays voisins. Il s'agit d'un suicide politique : en fait, il a admis qu'il était en guerre avec son propre peuple et même avec son propre appareil d'État. »

La situation au Kazakhstan a dégénéré très rapidement – non seulement en ce qui concerne les manifestations, mais aussi la brutalité avec laquelle elles ont été réprimées. Les combats dans les rues sont la conséquence de la manière dont la patience des Kazakhs est mise à l'épreuve depuis des décennies. La société kazakhe a déjà connu des combats et des fusillades dans les rues – en 1986, lorsque le gouvernement de Mikhaïl Gorbatchev a réprimé un soulèvement à Almaty en procédant à un massacre³, et en 2011, lorsque la police a tiré sur des travailleurs en grève à Zhanaozen, tuant des dizaines de personnes.

Lorsque la nouvelle d'une intervention militaire internationale est tombée, cela n'a pas semblé causer un revers majeur pour le soulèvement. Les combats n'ont pas cessé pour autant – au contraire, ils se sont intensifiés. Nous avons vu des vidéos de soldats désarmés dans la foule, accueillis pour avoir changé de camp.

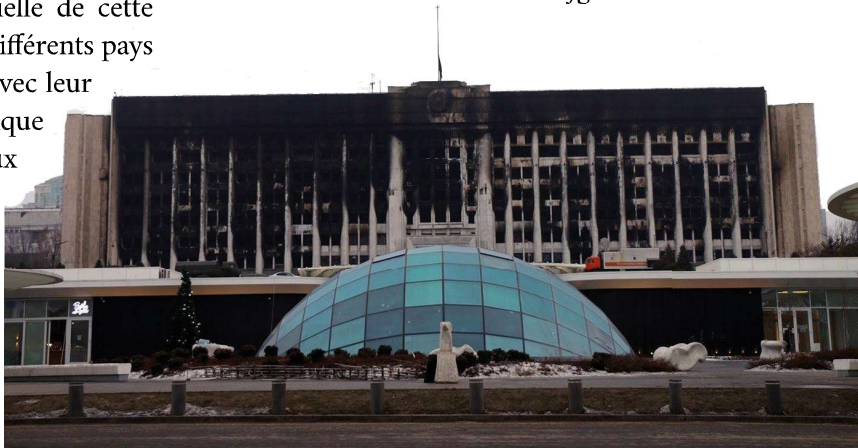
Puis l'internet a été coupé. La raison officielle de cette coupure était "d'empêcher les terroristes de différents pays qui combattent à Almaty de se coordonner avec leur quartier général". Cela a entraîné un manque crucial d'informations en provenance des lieux où se déroulait le soulèvement, ce qui a facilité la représentation – ou la déformation – des événements. À une époque où tout est filmé, photographié, téléchargé et partagé, couper un soulèvement social des moyens de communication sert à l'effacer de la réalité, ouvrant un espace où le mensonge peut s'épanouir.

Pourtant, l'un des événements les plus importants s'est déroulé au vu et au su de tous : l'intervention de l'OTSC. Celle-ci a soulevé de nombreuses contradictions à la fois. Officiellement désignée sous le nom d'« assistance au maintien de la paix de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) », elle comprend un contingent allant jusqu'à 200 soldats d'Arménie et du Tadjikistan, 500 du Bélarus du dictateur Loukachenko (qui a récemment réprimé un soulèvement), un nombre indéterminé de soldats kirghizes et 3000 soldats de Russie. Il est significatif que les parachutistes russes qui ont été déplacés au Kazakhstan soient commandés par Anatoliy Serdyukov, qui a l'expérience des guerres de Tchétchénie, de l'annexion de la Crimée et de la guerre en Syrie. Nous pouvons voir l'essence impériale de la Russie dans toute sa mesure.

Au Kazakhstan, le régime s'efforce de rester au pouvoir par tous les moyens, en invitant les dictatures voisines à l'envahir. Pour les habitants du Kazakhstan, cela devrait signifier la perte définitive de toute légitimité que Tokayev pouvait avoir à leurs yeux. Chacun dans la région peut voir que l'OTSC représente l'unité de ses gouvernements contre leurs peuples.

Selon *avtonom.org* :

" Un président qui qualifie son propre peuple de "gangs terroristes" est une sous merde, même selon les normes des "républiques" autoritaires post-soviétiques. En fait, il s'agit d'une invasion violente d'un autre pays pour soutenir des autorités qui ont perdu la confiance du peuple. Cela signifierait la reproduction sans fin du scénario "la Russie est une prison des nations" et serait comparable à la répression des révolutions hongroises de 1848 et 1956, aux chars dans les rues de Prague en 1968 et à l'invasion de l'Afghanistan en 1979. "



3. Du 17 au 19 décembre 1986 à Almaty ont eu lieu des manifestations en réponse à la décision de Mikhaïl Gorbatchev, à l'époque secrétaire général du comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, de limoger le premier secrétaire du Parti Communiste du Kazakhstan et de le remplacer par un fonctionnaire russe. (Gorbatchev a affirmé plus tard qu'il essayait d'empêcher Nursultan Nazarbaïev de concentrer tout le pouvoir entre ses mains. Nazarbaïev a ensuite gouverné le Kazakhstan pendant 28 ans.) En 1986, comme en 2022 les manifestations se sont soldées par un bain de sang par les forces de l'Etat. En 1986, comme en 2022 des rumeurs circulaient selon lesquelles les manifestants auraient été soudoyés avec de la vodka ou trompés avec des tracts.

DE ZHANAOPEN À ALMATY : SE SOUVENIR DES MORTS

Extrait de Anarchist Fighter :

" Le soulèvement actuel au Kazakhstan a commencé par les manifestations de Zhanaozen. La même ville où, en décembre 2011, les autorités ont abattu des travailleurs pétroliers en grève. La tragédie de Zhanaozen a laissé une marque sur la mémoire de la protestation au Kazakhstan. La population a chéri la mémoire des morts. Le devoir des vivants était de poursuivre l'œuvre de ceux qui sont tombés. Et en janvier 2022, Zhanaozen s'est relevé. La première ville du pays, un exemple pour toutes les autres. La raison officielle des protestations était l'augmentation du prix de l'essence et la hausse des prix des denrées alimentaires. Mais, comme l'a noté Mikhaïl Bakounine, le simple mécontentement de la situation matérielle ne suffit pas pour la révolution, il faut une idée mobilisatrice. Au Kazakhstan, l'une de ces idées était la loyauté envers les combattants morts en 2011. Les travailleurs qui sont alors morts sous les balles ne verront jamais le monde dont ils rêvaient, mais la mort au nom d'un rêve est devenue un testament pour les vivants afin de poursuivre leur cause. Ainsi, pour les rebelles du Kazakhstan, il n'y a plus de retour possible. La culture rebelle du Kazakhstan a beaucoup à nous apprendre. Nous aussi, nous devons garder la mémoire des martyrs du mouvement de libération de la Russie et du Belarus. De Michael Zhlobitsky, Andrey Zeltzer, Roman Bondarenko et d'autres héros. Ils sont morts pour nous rendre plus courageux et plus forts, et nous leur sommes redevables. Nous devons raconter comment ils ont vécu et ce pour quoi ils ont donné leur vie. Comme le montrent les événements au Kazakhstan, les martyrs tombés au champ d'honneur sont capables d'inciter les gens à se révolter. "

INTERVIEW : TÉMOIGNAGES OCULAIRES PAR DES ANARCHISTES À ALMATY

Pour avoir plus de recul sur les événements au Kazakhstan, nous avons contacté deux anarcha-féministes qui ont été les témoins directs de certaines scènes du soulèvement. Elles n'étaient pas en première ligne des affrontements, mais sont des militantes connues qui

s'impliquent dans le militantisme féministe de la ville depuis des années⁴. Elles ont donc le point de vue le plus proche de la "neutralité" sur les événements que nous ayons pu trouver.

Présentez-vous et décrivez la situation dont vous parlez.

Nous sommes deux anarchistes du Kazakhstan, toutes deux femmes. Nous avons participé au milieu anarcha-féministe de gauche, pro-libération animale et végétalien à Almaty au cours des onze dernières années, mais nous ne sommes plus aussi actives aujourd'hui.

Je ne peux pas citer de mouvements anarchistes au Kazakhstan au 21^{ème} siècle. Il y a eu quelques activités souterraines dans les années 1990, mais aujourd'hui, rien de tel n'existe. J'avais l'habitude de participer à un groupe marxiste de gauche : des réunions, un groupe de lecture, quelques conférences publiques. Je ne sais pas ce que font maintenant les ex-membres qui sont restés ici. Je n'entends parler d'aucun groupe "de gauche" ici. J'étais l'une des organisatrices de l'un des premiers mouvements féministes ici – Kafem. Nous avons organisé de nombreuses activités et représentations publiques, publié un journal féministe appelé « Yudol' » et organisé des manifestations pour le 8 mars Journée internationale de lutte des femmes.

Il existe ici un mouvement de jeunesse libéral appelé Oyan Kazakhstan ("Réveille-toi, Kazakhstan") qui est actif aujourd'hui. Ils organisent des réunions publiques, des spectacles, des marches, et sont souvent harcelés par la police. Ils se sont créés après l'action de déploiement de banderoles que Beibarys Tolymbekov et Asya Tulesova ont menée lors du marathon de la ville en 2019⁵.

Ils ont été incarcérés pendant 15 jours et cela a déclenché une grande vague d'indignation, notamment sur les médias sociaux, ce qui n'était jamais arrivé auparavant. Il existe une théorie du complot selon laquelle tous ces militants sont pro-gouvernementaux, car personne n'est en prison maintenant, mais je ne pense pas que ce soit vrai. Je connais personnellement beaucoup d'entre eux. Ils soutiennent également les activités féministes et LG-BTQ. Dans le camp opposé – principalement des trolls sur Internet et certains médias gouvernementaux – les gens prétendent que tout cela est l'œuvre de "l'Occident" (l'Europe et les États-Unis). Le Kazakhstan est un pays autoritaire. Nous avons eu le même président Nursultan Nazarbayev pendant 28 ans, et le nouveau Kassym-Jomart

4. Kafem, premier mouvement féministe à grande échelle au Kazakhstan depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, publiaient le journal féministe *Yudol* et organisent une marche le 8 mars, journée internationale de la femme.
5. Le 21 avril Asia Tulesova et Beibarys Tolymbekov ont été emprisonnés pour 15 jours. Ils étaient accusés d'enfreindre la loi Kazakh sur les rassemblements publics après avoir accroché une banderole sur le trajet du marathon à Almaty disant : «Vous ne pouvez pas échapper à la vérité», en rapport aux élections présidentielles.

Tokayev n'est qu'une marionnette. Mais lorsque le premier président a démissionné, les gens ont commencé à penser au changement. Le culte de la personnalité autour de Nursultan Nazarbayev n'a pas disparu après son départ. La capitale, Astana, a été rebaptisée "Nursultan", ce qui a provoqué de nombreuses contestations. Ces dernières années, la situation économique s'est dégradée, notamment en raison de la pandémie, l'inflation très élevée, la corruption, etc. De plus, il y a eu beaucoup de ventes et de locations de nos terres à la Chine et à d'autres pays.

La situation a toujours été comme ça, mais il y a dix ans, ou même cinq ans, plus de gens étaient loyaux envers le président et craignaient la "déstabilisation". À cette époque, on espérait que le Kazakhstan était en train de se "développer", que les choses iraient bientôt mieux.

Même au moment des événements de Zhanaozen en 2011, lorsque les travailleurs contestataires ont été abattus, il y a eu très peu de soutien de la part d'Almaty. Beaucoup de gens pensaient que ce qui s'était passé là-bas était juste.

Avant, s'il y avait des manifestations, elles étaient organisées et soutenues par l'ancienne génération, par les travailleurs et les gens des régions, les auls (villages), généralement dirigés par le douteux chef de l'opposition Mukhtar Oblyazov. Mais ces trois dernières années, des jeunes de la classe moyenne urbaine sont devenus des militants politiques. Surtout des gens d'Almaty, mais il y avait aussi des soutiens dans d'autres villes.

D'ailleurs, je pense que les problèmes écologiques d'Almaty – où nous connaissons des niveaux de pollution extrêmement élevés et qui s'aggravent chaque année – sont la principale raison de la contestation des jeunes ici. En plus du développement des médias sociaux, bien sûr.

Racontez-nous ce que vous avez vécu à Almaty la semaine dernière.

Peu après le Nouvel An, des informations ont commencé à arriver sur un soulèvement des travailleurs à Zhanaozen. La manifestation était pacifique, mais les revendications étaient assez radicales, allant de la baisse du prix de l'essence à la démission du gouvernement. Des manifestations ont également commencé dans d'autres villes. On a appris qu'il y aurait des actions de solidarité à Almaty le 4 janvier, mais je n'avais pas d'informations précises.

En rentrant chez moi ce jour-là, j'ai appris l'existence de manifestations dans différents quartiers de la ville et l'arrestation de militants d'Oyan Kazakhstan le mouvement de jeunesse libéral mentionné plus haut. J'habite un peu en dehors de la ville, dans les montagnes, et déjà

à la maison, il est devenu évident que quelque chose de grave se passait. Dans la soirée, toutes les connexions Internet ont été coupées. Je ne savais pas où aller ni si j'allais pouvoir rentrer.

Au sujet de ce qui s'est passé dans la ville pendant ce temps, mon camarade Daniyar Moldabekov, un journaliste politique, a écrit :

« Lorsque les manifestants se sont approchés de la place, la police a commencé à lancer des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes. Moi et des milliers d'autres personnes suffoquions, nos yeux et nos visages brûlaient, nous vomissions, nous toussions sans cesse. C'est un miracle que je ne me sois pas évanoui. Ils ont dû tirer plus d'une centaine de grenades paralytiques entre 23 heures et 4 heures du matin, heure à laquelle mes collègues ont dû me ramener chez moi. Je pouvais encore entendre les détonations depuis mon appartement. Environ une heure après avoir atteint la place de la République, la foule s'est dirigée vers la rue Abai. Là, ils ont fait face à un véhicule blindé de transport de troupes venant dans leur direction. Un camion est passé avec des citoyens agitant des drapeaux kazakhs. Certains d'entre eux tenaient des boucliers qu'ils semblaient avoir arrachés à la police anti-émeute. »

Les gens ont entendu des explosions toute la nuit. Je refusais d'y croire. Le matin, la nouvelle a été annoncée par téléphone. J'ai appelé tout le monde pendant une demi-journée, j'ai entendu parler des victimes, les militants ont été libérés. Il n'était possible de se connecter que chez des amis. Le bâtiment de l'Akimat (la mairie) était occupé. Tout le monde essayait de nous persuader de rester chez nous. Supposant que les manifestations pouvaient avoir un caractère nationaliste, certaines personnes ont commencé à avoir peur (je suis d'origine russe au Kazakhstan).

Il n'y avait aucune information disponible sur qui se trouvait sur la place ou dans la ville à ce moment-là. Mon ami et moi avons décidé d'aller voir par nous-mêmes.

La ville était à moitié vide. Des voitures arborant des drapeaux kazakhs circulaient dans les rues en criant quelque chose de joyeux. Tout était fermé. Sur les portes, il y avait des panneaux indiquant "nous sommes avec le peuple". Une atmosphère d'excitation. Au fur et à mesure que nous nous rapprochions de la place, il y avait davantage de groupes de jeunes hommes. J'ai vu une bretelle de police étendue sur la route. Il y avait des gens avec des bâtons qui se réunissaient. C'est devenu un peu effrayant, mais personne n'était agressif. Au

monument aux événements de 1986 (le soulèvement contre le régime soviétique), nous avons rencontré des manifestants avec des boucliers de police. Pas un seul policier ou soldat n'était visible.

Puis nous avons vu l'Akimat en feu. Nous ne pouvions pas en croire nos yeux. Les gens s'occupaient des feux de joie. Tout le monde était calme. Ils ont brisé les portes du bâtiment en face de l'Akimat. Il y avait des chaînes de télévision et d'autres services gouvernementaux. Des hommes sont revenus vers nous : "Pourquoi êtes-vous venus ?" (Ils voulaient dire : "Pourquoi êtes-vous venus, puisque vous êtes ethniquement russes ?").

"C'est ma ville et mon pays aussi bien que le vôtre", ai-je répondu. Ils nous ont salués gaiement. Nous n'avons senti aucune agression de leur part.

Nous avons offert du thé chaud aux manifestants. L'homme nous a dit qu'il était présent aux manifestations depuis le tout début – que tout avait commencé pacifiquement, jusqu'à ce que les autorités commencent à faire exploser des grenades « flash-bang » et à utiliser la violence.

"Maintenant", a-t-il dit, "ils tirent à balles réelles" Les gardes ne sont restés que près du bâtiment d'Akimat lui-même.

Lui et d'autres hommes qui s'y trouvaient avaient vu des gens se prendre des balles dans la tête. Ils appelaient les services de taxi et mettaient les blessés dans les voitures pour les emmener à l'hôpital. Il nous a dit qu'ils prévoyaient d'occuper l'aéroport, afin que les militaires russes ne puissent pas y atterrir. De nombreux hauts fonctionnaires et hommes d'affaires de la bourgeoisie avaient déjà quitté le pays sur des vols privés. Selon certaines rumeurs, N. Nazarbaev avait également quitté le pays.

Aucune des personnes que nous avons vues sur la place ne ressemblait à des "pillards" sic.

Ils voulaient que le gouvernement démissionne. Ils n'exécutaient pas d'ordres, personne ne tirait les ficelles. C'était un soulèvement ouvrier à l'échelle nationale. Personne n'avait peur de mourir, mais nous n'avons pas vu de colère. Ils nous ont montré des blessures causées par des balles en caoutchouc et nous ont prévenus qu'il y aurait bientôt des fusillades sérieuses, qu'il serait préférable pour nous de partir.

Le bruit des explosions et des tirs est devenu plus proche et plus fréquent. Nous sommes partis. Un homme nous a emmenés dans sa voiture. Tous ces jours, les gens ont fait preuve de solidarité les uns envers les autres.

Mes amis et moi avons décidé de rester ensemble dans ma maison. Nous étions tous excités. C'était avant que les nouvelles ne paraissent sur les destructions, les pillages et les victimes civiles. À minuit, entre le 5 et le 6 janvier, toutes les connexions Internet ont été coupées. Pendant quatre jours, nous avons été isolés ; nous pouvions seulement passer et recevoir des appels, et ceux-ci fonctionnaient par intermittence.



Cette nuit-là, la ville entière a été abandonnée par tous les services, y compris les pompiers et les services médicaux. Les incendies ont été éteints par des volontaires. En outre, certains manifestants et volontaires ont essayé d'arrêter les "pilleurs"⁶. Le 7 janvier, certains magasins et distributeurs de billets éloignés du centre-ville fonctionnaient encore. Dans cette partie de la ville, presque tout était normal, à l'exception des bâtiments gouvernementaux incendiés autour de la place. Certains services y fonctionnaient. La veille, il avait été possible de pénétrer à l'intérieur des bâtiments ; personne ne les gardait. Cette fois, nous avons pris quelques photos, puis il y a eu un coup de feu en l'air à proximité et nous avons quitté cette zone.

Dans la soirée du 9 janvier, il a été possible d'obtenir une connexion Internet avec des services proxy. Une connexion mobile n'était toujours pas disponible. Le matin du 10 janvier, la connexion a fonctionné partout, mais seulement jusqu'à 13 heures, puis de 17 h 30 à 19 h 30.

⁶ <https://mediazona.ca/article/2022/01/07/hotinthecity>, cet article (ndt : en russe) explore le sujet, bien que d'un point de vue partisan

On entend beaucoup parler, en dehors du Kazakhstan, de ceux qui sont “derrière” les manifestations. Ces accusations ont-elles une quelconque crédibilité ? Nous avons également vu certains reportages affirmant que les affrontements entre factions rivales au sein de la structure du pouvoir contribuent également à la situation. Dans quelle mesure pensez-vous que le fondamentalisme islamique est impliqué dans ces événements ?

Le président Tokaev est toujours au pouvoir, malgré les rumeurs concernant sa retraite. Aujourd’hui, les chaînes de télévision et les médias gouvernementaux diffusent beaucoup de désinformation et de propagande. Il est très tôt pour tirer des conclusions, mais certaines choses sont claires. Tout a commencé par un soulèvement populaire. Oui, ils ont brûlé Akimat, mais personne ne les a dirigés. Ils voulaient simplement que l’ancien régime disparaisse. Ce n’étaient pas des “criminels” sic.

Quand cela a commencé, d’autres forces sont arrivées. Nous ne savons pas qui ils étaient. Mais il est vrai qu’ils étaient organisés. Mais par qui ? Il y a maintenant de nombreuses rumeurs. Certains médias officiels affirment qu’ils viennent du Kirghizstan voisin, où plusieurs révolutions ont eu lieu depuis l’indépendance comme le Kazakhstan, le Kirghizstan est devenu indépendant lorsque l’Union soviétique a éclaté en 1991. Ces médias diffusent également des informations sur les talibans ou les djihadistes. Des personnes que je connais personnellement ont dit avoir vu dans la rue des gens qui “semblent l’être” sic. Ici, au Kazakhstan, je n’ai pas entendu parler de la CIA la Central Intelligence Agency du gouvernement américain. Je pense que c’est de la propagande russe. L’ancien conseiller du président a fait état d’une conspiration au sein des structures gouvernementales, affirmant que pendant plusieurs années, il y a eu des “camps d’entraînement” dans les montagnes et que le Comité de sécurité nationale cachait cette information. Il a affirmé : “J’ai des informations exclusives selon lesquelles, par exemple, 40 minutes avant l’attaque de l’aéroport, un ordre a été donné d’enlever complètement le cordon de sécurité et les gardes.”

Que pouvez-vous dire de la dynamique interne du soulèvement ?

Tout le monde en dehors du Kazakhstan essaie d’analyser ce qui se passe et il est très difficile de le faire sans contexte, et ceux qui sont à l’intérieur du pays ne peuvent pas le faire en raison du manque d’informations complètes. Je pense que même nous, les habitants de ce pays, ne comprendrons pas ce qui s’est passé avant longtemps. En plus du fait qu’il n’y a pas de connexion internet stable maintenant, et qu’avant cela, il n’y avait même pas de connexion par téléphone portable, toutes les chaînes d’information sont sévèrement censurées, et cela ne fera qu’empirer.

Je ne décrirai pas les théories qui circulent actuellement, mais elles concernent toutes différentes luttes de pouvoir

entre le clan Nazarbayev et d’autres personnes en quête de pouvoir – par exemple, une théorie veut que Tokayev, avec l’aide de l’armée russe, sécurise sa position au pouvoir.

Ce qui est effrayant dans tout cela, c’est que des dizaines de milliers de personnes ont participé au jeu et que leurs tentatives bien intentionnées de changer les conditions sociales et politiques de ce pays pour le bien de tous, sont maintenant utilisées par quelques personnes pour se partager les ressources de ce pays d’une nouvelle manière. Oui, tout a commencé par les revendications économiques des travailleurs de l’ouest du Kazakhstan, qui manifestaient contre la forte hausse du prix du gaz. Puis les revendications sont devenues politiques : la démission du gouvernement et du président, l’élection des akims (maires) et une république parlementaire. Certaines de ces demandes ont été satisfaites, mais pas immédiatement, et lorsqu’elles ont été ignorées, une vague de contestation et de solidarité s’est propagée à toutes les villes du Kazakhstan, de sorte que, de l’extérieur, cela a ressemblé à une grande explosion révolutionnaire, ce qui ne s’était jamais produit dans notre pays en trente ans de régime autoritaire.

Nous ne pouvons rien affirmer aujourd’hui, à l’exception d’une chose : cette contestation n’avait pas de leader public, et les émeutes et les occupations de bâtiments administratifs n’avaient pas de revendications exprimées. Mais il y a eu des meurtres et un grand nombre de victimes parmi la population, qui a souffert d’abord de combats contre la police, puis entre elle dans les rues, d’où la police s’est enfuie, puis de tirs sur des civils dans les rues par les forces armées du Kazakhstan et de l’OTSC (bien qu’on nous assure qu’elles ne protègent désormais que les installations de l’État).

Les médias de masse qui ont été autorisés à continuer de fonctionner ont commencé à nous parler des radicaux et d’islamistes, en utilisant l’image de l’ennemi extérieur. Avant cela, les premiers jours de manifestations, il y avait un discours appelant à “engager un dialogue pacifique avec les manifestants” – et un jour plus tard, il y avait déjà un ordre de tirer pour tuer (dans le discours du président Tokayev). Suite à l’arrivée des troupes de l’OTSC et aux 2 jours de tirs constants dans les rues, Tokayev a assimilé les manifestants à des terroristes. Ainsi, les activistes, les défenseurs des droits de l’homme, les médias indépendants sont devenus, selon lui, une menace pour la stabilité. Le discours de l’État change constamment dans le cadre de cette recherche d’un ennemi : hier, cet ennemi était soi-disant des chômeurs corrompus du Kirghizstan, aujourd’hui ce sont déjà des radicaux d’Afghanistan. Nous espérons tous que demain, ce ne seront pas les militants qui, depuis trois ans, plaident en faveur de réformes politiques au Kazakhstan et participent à des rassemblements.

Que pouvez-vous nous dire sur la répression ?

Le musicien kirghize Vicram Ruzakhunov a été arrêté et torturé par les autorités kazakhes qui l’ont accusé d’être un “terroriste” et lui ont fait enregistrer une vidéo et

“avouer”. Il est aujourd’hui libre. Le journaliste indépendant local Lukpan Akhmediyarov a été arrêté. Un autre journaliste indépendant, Makhambet Abjan, a envoyé un message indiquant que le 5 janvier, la police s’est rendue à son appartement ; il a maintenant disparu. Mes amis et de nombreuses autres personnes sur les médias sociaux signalent que leurs proches et leurs amis ont également disparu. Les autorités ont déjà confirmé la mort de centaines de victimes, dont deux enfants. Des militants syndicaux ont disparu, notamment Kuspan Kosshigulov, Takhir Erdanov, Amin Eleusinov et ses proches.

À Almaty, des journalistes de Channel Dozhd’ (Телеканал Дождь), qui tentaient de prendre des images dans la morgue municipale, ont essuyé des tirs (ils n’ont pas été blessés). Le 6 janvier, des bénévoles sont venus sur la place. Certains militants ont déployé une banderole sur laquelle on pouvait lire “Nous ne sommes pas des terroristes”. La police leur a tiré dessus, faisant au moins un mort.

Comment pensez-vous que l’entrée des troupes russes au Kazakhstan va changer la situation, à long terme ?

L’entrée des troupes russes est très inquiétante. Dans le cas d’une guerre avec l’Ukraine, on pourrait imaginer tous les pires scénarios. Toutes les personnes que je connais sont d’accord pour dire que c’est inacceptable et que l’on peut parler d’une occupation. Personnellement, j’ai peur que l’entrée de troupes russes dans ce pays ne vienne cimenter l’influence déjà forte de la Russie sur le Kazakhstan sur le plan politique, et que le Kazakhstan ne devienne comme la Russie que nous connaissons aujourd’hui, avec des militants torturés et des affaires montées de toutes pièces. Notre opposition politique est déjà complètement réduite au silence, et la population du pays complètement intimidée. Si l’on considère qu’il s’agit de la deuxième fusillade durant des manifestations (2011 et 2022), et que l’histoire du Kazakhstan est marquée par la répression brutale d’un soulèvement sous l’URSS en 1986, et que les informations sur le nombre de personnes tuées

à l’époque sont toujours classées secrètes... alors il n’y a aucun espoir que nous sachions dans un avenir proche ce qui s’est réellement passé et combien de personnes ont été tuées et blessées. Le compte se chiffre très probablement en milliers de personnes.

Que pensez-vous qu’il va se passer ensuite ?

Il est trop tôt pour imaginer l’issue, dans une situation de guerre de l’information, de propagande et d’isolement. Je ne suis pas une experte en politique. Il est certain que la répression va s’intensifier maintenant. Internet et tous les médias seront censurés. Le gouvernement essaie maintenant de faire “bonne figure”, comme s’il était le sauveur qui nous a sauvés des terroristes. Je ne suis pas sûre que ça va marcher. Mais pour l’instant, je pense que ce sera calme. Les gens sont trop effrayés et choqués.

Y a-t-il quelque chose que les gens en dehors du Kazakhstan peuvent faire pour vous soutenir, vous ou d’autres personnes là-bas ?

Diffuser l’information, bien sûr. Peut-être que bientôt, il y aura plus de répression, et certains militants auront besoin d’aide pour quitter le pays.

Le soutien le plus important est d’ordre informationnel. En 2019, après l’élection présidentielle, nous avons tous été arrêtés lors des rassemblements et les seuls à en parler étaient les médias étrangers et les médias kazakhs indépendants (qui sont très peu nombreux et leurs sites internet sont souvent bloqués). Maintenant, il est très important que le janvier sanglant au Kazakhstan ne soit pas seulement une belle image révolutionnaire comme l’écrivent de nombreuses publications de gauche, mais aussi qu’on ne s’en souvienne pas comme d’un acte terroriste venu de l’extérieur, comme le disent toutes les sources officielles de différents pays.



«NOUS AVONS DÉCIDÉ DE TRADUIRE EN FRANÇAIS CES TEXTES, AFIN DE DIFFUSER AU MAXIMUM UN PREMIER BILAN DES ÉVÈNEMENTS QUI SE SONT DÉROULÉS AU KAZAKHSTAN EN JANVIER 2022. ENTRE NOTRE SITUATION ET CELLE DES PROLÉTAIRES DU KAZAKHSTAN, GRÉVISTES, INSURGÉS, EN LUTTE ET EN BUTTE CONTRE LA RÉPRESSION DE DEUX ETATS, IL Y A, MALGRÉ D'ÉVIDENTES DIFFÉRENCES, PLUS QU'UNE SIMILITUDE : UNE COMMUNAUTÉ DE CONDITION, CELLE D'EXPLOITÉS. À SON ÉCHELLE, CE SOULÈVEMENT PARTICIPE À APPORTER DES RÉPONSES À LA PÉRIODE DE CONFUSION QUE L'ON CONNAÎT AUJOURD'HUI, EN FRANCE ET DANS LE MONDE.»

ASAPREVOLUTION.NET

A.S.A.P@RISEUP.NET

CAMARADEREVOLUTION.ORG

CAMARADE@RISEUP.NET